

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



MINISTERE DU BUDGET
DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET
DE L'ETAT A FIN SEPTEMBRE 2020

Novembre 2020



« L'objectif de notre politique est de poursuivre l'œuvre de transformation de la vie des Guinéens, notamment celle des jeunes et des femmes. Depuis 2010, notre gouvernance a radicalement amélioré le cadre macro économique national, en rétablissant les grands équilibres économiques, en réduisant le taux d'inflation de 21 à 8%. Notre politique a ensuite consisté à maîtriser le déficit budgétaire, à soutenir le taux de couverture des importations de la Banque centrale qui était à peine d'un mois en 2010. La Guinée a rétabli le climat de confiance avec le FMI et la Banque mondiale depuis 2012, avec l'accès au programme PPTE (Pays pauvres très endettés). Nous avons conclu des grands projets comme l'accord cadre de 20 milliards de dollars avec la Chine pour investir dans les secteurs vitaux de notre économie comme la construction des routes, l'assainissement et la réhabilitation des voiries urbaines. L'accord sur les 21 milliards du groupe consultatif de Paris 2016-2020, dont la moitié des ressources a déjà été décaissée pour 2019, est également un signal positif de nos partenaires techniques et financiers à notre égard.

Notre croissance économique de plus de 6% est au dessus de la moyenne de la région. Pour intensifier la fourniture d'électricité à tous les Guinéens, des mesures sont prises depuis 2010 pour accroître notre capacité énergétique avec le barrage de Kaleta 240 mégawatt en 2015, celui de Souapiti qui démarre en 2020 avec une capacité de 450 mégawatt suivi du barrage d'Amaria d'un potentiel de 300 mégawatt. Pour atteindre une capacité de 900 mégawatts en 2020. S'ajoute le barrage de Koukoutamba d'une capacité de 200 mégawatt.

Notre production agricole bénéficie aujourd'hui de 100.000 tonnes d'engrais contre 5.000 en 2010, pour soutenir un secteur qui évolue vers l'autosuffisance alimentaire. Aussi, plusieurs mesures de soutiens, techniques et financiers, ont été prises pour le monde agricole. Le soutien en matière d'intrants et d'équipements agricoles a permis de booster considérablement la production agricole vivrière entre 2011 à 2019. L'agriculture, est aujourd'hui un levier important pour le développement de la Guinée. Premier employeur, le secteur de l'agriculture joue un rôle clé dans la réduction de la pauvreté et le développement rural : il assure les revenus de 57 % des ménages ruraux et l'emploi de 52 % de la main-d'œuvre...».

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

(extrait du discours prononcé à l'occasion de sa présentation de vœux de nouvel an 2020, le 31 décembre 2019).

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances sur les neuf (9) premiers mois de l'année 2020.

En application de l'article 19 du Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement Général de Gestion Budgétaire et de Comptabilité Publique (RGBCP), le Ministre du Budget a signé l'arrêté n°A/2020/2190/MB/CAB/SGG du 27 juillet 2020 portant plan d'engagement budgétaire du troisième trimestre 2020, afin de réguler l'exécution des dépenses publiques en fonction du plan de trésorerie avec une annexe présentant le plan d'engagement annuel séquentiel par trimestre, et révisable en fonction des données de l'exécution budgétaire.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin septembre 2020 dégage un niveau réalisation des recettes et des dépenses inférieurs à l'objectif.

Sur un objectif de 14 643,26 Mds les recettes ont été mobilisées suivant la situation communiquée par les régies à 13 620,02 Mds, soit 93,01 % (voir tableau n°4). La part de chaque catégorie de recettes se chiffre à 12 053,09 Mds pour les recettes fiscales, soit 88,49% ; 1 207,33 Mds pour les dons, legs et fonds de concours, soit 8,86% et 359,60 Mds pour les autres recettes, soit 2,64%.

Comparées au taux de réalisation à fin septembre 2019 de 92,81%, celui du troisième trimestre 2020 est supérieur de 0,23 point de pourcentage.

Quant aux dépenses y compris FINEX, l'exécution se chiffre à 9 656,47 Mds contre 12 238,19 Mds, soit 78,90% par rapport à l'objectif du plan d'engagement de la période.

Les dépenses payées hors financement extérieur se chiffrent à 7 520,35 Mds contre une prévision à fin septembre de 12 238,19 Mds, soit 61,45%. Sur la même période en 2019, le taux de réalisation était de 106,09%.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures se situent à 2 136,12 Mds contre une prévision dans le budget 2020 de 5 185 Mds, soit un taux d'exécution de 41,19%.

Le solde de base à fin septembre 2020 s'est établi à -2 340,29 Mds différent du repère quantitatif du programme économique de 881,96 Mds, soit un dépassement de -3 222,25 Mds.

L'exécution budgétaire au cours de ce semestre a été caractérisée par une contraction des prises en charge de certaines catégories de dépenses, afin de faire face aux charges liées au plan de riposte de la maladie du COVID-19.

Comparés aux dépenses engagées de la période, les paiements se situent à 51,06% contre 85,62% à fin septembre 2019 et 120,56% par rapport aux dépenses ordonnancées contre 116,56% en 2019.

Table des Matières

RESUME EXECUTIF	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	6
LISTE DES TABLEAUX.....	7
LISTE DES GRAPHIQUES	7
INTRODUCTION	8
I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	13
I.1-RAPPEL DES DISPOSITIONS FISCALES DE LA LFI 2020.....	13
I.2-ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES.....	16
I.2-1 ANALYSE DE L'EXECUTION PAR NATURE DE RECETTES.....	17
I.2-2 ANALYSE DE LA REALISATION DES RECETTES PAR REGIE	18
II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	26
II -1 SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS	26
II-2 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES	28
II -2-1 MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RIPOSTE AU COVID-19.....	29
II -2-2 ANALYSE DES DEPENSES PAR TITRE	31
II-2-3 SITUATION DES INSTANCES DE PAIEMENT AU 30 JUIN 2020	35
II.2.4 SITUATION DE L'EXECUTION DES CREDITS DES SERVICES DECONCENTRES	36
II.2.5 SITUATION D'EXECUTION DES FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS.....	37
III-SOLDE BUDGETAIRE	46
IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT.....	47
IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT	47
IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT.....	47
V-CONCLUSION.....	50
ANNEXES	51

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence comptable centrale du Trésor
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la transition
DeMPA	Debt management performance assessment
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNIP	Direction Nationale des Investissements Publics
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d’appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Public investment management assessment (<i>Evaluation de la gestion des investissements publics</i>)
PNDES	Programme national de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l’énergie
RGGBCP	Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d’affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

Tableau 1: Exécution de la loi de finances initiale par grandes masses à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	9
Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	10
Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	12
Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	16
Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	17
Tableau 6: Exécution globale des dons à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	18
Tableau 7: Exécution des autres recettes à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	18
Tableau 8: Situation des recettes collectées par la DNI à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	22
Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	23
Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin septembre 2020 (en milliards de GNF) ..	24
Tableau 11: Situation des mouvements de crédits à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	26
Tableau 12: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX	28
Tableau 13: Exécution des projets FINEX à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	32
Tableau 14: Exécution des projets financés par l'Union Européenne au juin 2020 (en Mds de GNF)	33
Tableau 15: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 30juin 2020 (en milliards de GNF)	36
Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 30juin 2020 (en milliards de GNF)	37
Tableau 17: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs	37
Tableau 18: Situation des opérations des administrations publiques à fin septembre 2020	47
Tableau 19: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin sEPTEMBRE 2020 (en de milliards de gnf)	53
Tableau 20: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin septembre 2020 (en de milliards de gnf)	56
Tableau 21: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin septembre 2020 en de milliards de GNF	59
Tableau 22: Ventilation du budget en fonction des piliers du pndes à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)	62
Tableau 23: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en de milliards de GNF	63
Tableau 24: Etat d'exécution des subventions et transferts hors collectivités en milliards de GNF	64
Tableau 25: Situation résumée des opérations budgétaires de l'etat (en milliards de GNF)	66

Liste des graphiques

Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes	16
Graphique 2 : Exécution des recettes par régions à fin juin 2020	19
Graphique 3: Analyse globale des dépenses	28
Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement	35

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et autres recettes, ainsi que celui de consommation des crédits et des opérations de financement.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année et à l'Assemblée nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Les projections budgétaires 2020 tablent sur un taux de croissance du PIB de 5,6%, un taux d'inflation (moyenne annuelle) de 9,2%, un taux de change de 9 256 GNF pour 1 Dollar US et un taux de pression fiscale de 13,14% du PIB.

En cohérence avec la politique monétaire, les objectifs de la politique budgétaire visent : (i) un déficit budgétaire de -3,4% du PIB et un solde budgétaire de base de 0,63% du PIB ; (ii) un taux d'endettement raisonnable ne devant pas dépasser 33,9 % du PIB et le maintien du risque de surendettement à un niveau modéré dans le cadre d'une stratégie d'endettement de moyen terme ; (iii) un encadrement renforcé des recettes intérieures pour consolider progressivement la transition fiscale à l'horizon 2020, échéance de la mise en vigueur complète du TEC CEDEAO et (iv) une composition de la dépense en faveur des services de base et des investissements aptes à impulser la croissance.

La Loi de Finances 2020 se caractérise également par la volonté du Gouvernement de stabiliser le niveau global des dépenses ; de se conformer aux engagements souscrits par la Guinée auprès des partenaires au développement ; de relever le niveau de crédits des dépenses régaliennes en vue de garantir l'Etat de droit et la sécurité ; de promouvoir le développement à la base par l'application effective des transferts de compétences aux collectivités locales à travers la mise en place des fonds destinés au financement de leurs programmes annuel d'investissement ; de consolider et renforcer les efforts de mobilisation des ressources internes par la création du Guichet Unique du Commerce Extérieur et le démarrage des activités de la mission d'appui à la mobilisation des ressources internes ; de renforcer la déconcentration budgétaire ; de rechercher des financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels et de poursuivre la mise en œuvre du plan de réforme des finances publiques.

Tableau 1: Exécution de la loi de finances initiale par grandes masses à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Grandes masses	LFI 2020	Objectifs à fin septembre 2020 (a)	Exécution fin septembre 2020 (b)	Pourcentage (c)=(b)/(a)
Recettes intérieures	21 706,23	13 979,39	12 212,25	87,36%
Dépenses courantes	16 468,12	13 748,90	14 306,95	104,06%
Dépenses d'investissement	9 482,49	5 760,62	3 480,99	60,43%
Solde de base dons exclus	922,30	881,96	-2 340,29	-265%
Solde de base dons exclus en % du PIB	0,63%	0,60%	-1,60%	-265,35%

Source : Tofe

Contexte de l'exécution budgétaire

Au cours du troisième trimestre de l'année 2020, l'exécution du budget est intervenue dans un contexte caractérisé par les principaux éléments suivants :

- L'organisation du double scrutin référendaire et législatif du 22 mars 2020 et de l'élection présidentielle du 18 octobre 2020;
- La crise sanitaire mondiale liée à la COVID-19 ;
- La baisse du prix du baril sur le marché mondial ;
- L'accroissement des dépenses suite à la mise en œuvre des phases I et II du plan de riposte de la COVID-19 ;
- Le réaménagement du gouvernement le 19 juin 2020 ;
- L'approbation par le conseil d'administration du FMI de la 70e demande de financement d'urgence visant à aider ses pays membres à faire face aux problèmes posés par la pandémie de la COVID-19 et un décaissement le 19 juin 2020, en faveur de la Guinée de 148 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) afin de permettre au pays de satisfaire les besoins urgents de financement du budget et de la balance des paiements qui résultent de la pandémie de la COVID-19.

Déclinaison du budget en piliers du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)

A fin septembre 2020, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES, sur la base des engagements budgétaires a atteint 85,48% par rapport à l'objectif de la période avec une moyenne de 121,32% et se présente ainsi qu'il suit :

- Pilier I : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable.....122,99%
- Pilier II : Transformation économique durable et inclusive.....130,66%
- Pilier III : Développement inclusif du capital humain.....103,63%
- Pilier IV : Gestion durable du capital naturel.....324,79%

Par rapport à l'objectif de la LFI 2020 de 25 950,7 Mds hors BAS, l'exécution se situe en moyenne à 57,21% contre 65,03% engagés à la même période en 2019 (voir tableau 18).

L'exécution des dépenses d'investissement du PNDES (base paiement) à fin septembre 2020 se situe à 1 993,77 Mds contre une prévision de la LFI de 9 482,50 Mds, soit un taux d'exécution de 21,03%. Cette exécution concerne les dépenses sur ressources intérieures pour 168,62 Mds et celles sur les ressources extérieures pour 1 825,15 Mds qui ont essentiellement servi à financer les investissements des piliers 2 et 3.

Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Libelles	LFI (1)	Plan d'Engagement	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
		Septembre	Septem	Taux	Septem	Taux	Septe	Taux	Septem	Taux
Promotion D'une Bonne Gouvernance au Service Du Développement Durable	1 892,60	1 403,60	303,76	21,64%	150,68	10,74%	150,68	10,74%	220,79	15,73%
Dépenses D'investissement	1 538,96	1 138,37	303,76	26,68%	150,68	13,24%	150,68	13,24%	114,20	10,03%
FINEX	353,64	265,233525	0	0,00%	0	0,00%	0	0	106,5955	0,401893
Transformation Economique Durable et Inclusive	6 898,27	4 791,89	383,94	8,01%	289,67	6,05%	288,53	6,02%	1 416,23	29,55%
Dépenses D'investissement	1 124,74	461,73	383,94	83,15%	289,67	62,74%	288,53	62,49%	30,24	6,55%
FINEX	5 773,54	4330,154025	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	1385,989	0,32
Developpement Inclusif Du Capital Humain	1 021,45	575,44	294,70	51,21%	221,58	38,51%	221,23	38,45%	343,37	59,67%
Dépenses D'investissement	678,81	318,45	294,70	92,54%	221,58	69,58%	221,23	69,47%	10,81	3,39%
FINEX	342,65	256,98705	0	0,00%	0	0,00%	0	0	332,5637	1,2940874
Gestion Durable Du Capital Naturel	450,26	293,05	39,82	13,59%	6,27	2,14%	6,18	2,11%	13,38	4,57%
Dépenses D'investissement	78,10	13,92	39,82	285,97%	6,27	45,00%	6,18	44,38%	13,38	96,09%
FINEX	372,17	279,1254	0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0
Total général	10 262,60	7 063,98	1 022,22	14,47%	668,20	9,46%	666,62	9,44%	1 993,77	28,22%

Sources : DNB/DNSI

*Le finex n'est pas engagé sur la chaîne des dépenses

L'exécution à fin septembre 2020 dans les dix fonctions de l'administration

Pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts, par ordre d'importance, sur les fonctions Services généraux des administrations publiques, Affaires économiques, Défense et Enseignement qui absorbent 90,35% du montant exécuté au cours de la période.

- Les crédits alloués aux services généraux des administrations publiques ont connu une exécution de 3 195,45 Mds soit 42,15% de l'ensemble des dépenses budgétaires à fin septembre 2020. Leur taux d'exécution s'est établi à 65,31% par rapport à l'objectif du plan d'engagement.

- La part des dépenses consacrées à la fonction Affaires économiques s'élève à 1 736,71 Mds soit 75,39% par rapport à l'objectif à fin Septembre et représente 22,91% du total des dépenses. Cette exécution explique les efforts du gouvernement dans l'amélioration des infrastructures socio-économiques de base et des projets d'investissement aptes à impulser la croissance. Il s'agit notamment des investissements prévus dans le domaine du développement rural (agriculture, pêche et chasse,..) et celui des infrastructures (combustibles, énergie, transport et travaux publics,...).
- L'exécution de la fonction Défense s'est située à hauteur de 1 013,88 Mds soit 81,67% par rapport à l'objectif de la période. Cette fonction représente 13,37% du total des dépenses. Ces crédits ont permis d'assurer la défense du territoire, le fonctionnement régulier de l'armée et l'accompagnement du secteur de la défense et sécurité dans le cadre de la mise en œuvre des réformes.
- Les dépenses exécutées en support à la fonction Enseignement représentent 904,54 Mds, soit 11,93% du total des dépenses. Par rapport à l'objectif à fin septembre de 1 773,17 Mds, l'exécution est de 51,01%. Elles couvrent essentiellement l'impact du recrutement des contractuels, le dégel global des salaires des enseignants grévistes, le paiement des primes d'incitation des enseignants en situation de classe et les dépenses liées aux bourses des étudiants.
- Par ailleurs, au titre des paiements à fin septembre de 267,75 Mds en faveur de la fonction santé s'ajoutent 2 242,17 Mds liées à la mise en œuvre du volet sanitaire du plan de riposte COVID-19, ce qui augmente ces dépenses à 2 509,92 Mds soit 33,10% par rapport à l'exécution globale et 233,43% par rapport à l'objectif de la période.

Il est à préciser que les dépenses en instances d'engagement au ministère de la santé se chiffrent à 507,83 Mds.

Ce plan de riposte COVID-19 comprend les mesures suivantes :

- relances économiques et appui au secteur privé;
- composante sanitaire ;
- composante sociale.

Les dépenses exécutées à fin septembre dans le cadre de sa mise en œuvre se chiffrent à 2 749,99 Mds. Elles se décomposent comme suit :

- Composante sanitaire.....672,08 Mds ;
- Composante sociale355,03 Mds ;
- Mesures de relance économique (appui au secteur privé.....377,24 Mds ;
- Allègements fiscaux..... 674,50 Mds ;
- Apport des partenaires techniques et financiers..... 163,31 Mds ;

- Dépenses d'engagement au Ministère de la santé..... 507,83 Mds.

Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

LIBELLES	LFI 2020	Plan d'Engagement septembre	charges financières de la dette	depenses de personnel	depense s de biens et services	depense s de Transfert	depense s d'investis sement	Total	part
Services Généraux des Administrations Publiques	7 435,03	4 892,96	807,85	511,80	1102,39	694,63	78,76	3 195,43	42,15%
Défense	2 018,78	1 241,41	0,00	755,16	93,06	131,74	33,92	1 013,88	13,37%
Ordre et Sécurité publique	625,30	298,20	0,00	186,92	17,75	16,60	1,62	222,88	2,94%
Affaires Economiques	3 630,33	2 303,70	0,00	204,60	82,63	1427,81	21,67	1 736,71	22,91%
Protection de l'Environnement	1 008,59	437,49	0,00	48,76	18,13	6,98	24,62	98,49	1,30%
Logement et Equipement Collectif	107,57	39,81	0,00	13,08	0,72	0,55	0,00	14,35	0,19%
SANTE	1 592,35	1 075,22	0,00	130,68	78,51	50,53	8,03	267,75	3,53%
Loisirs, Culture et Culte	245,10	102,35	0,00	19,90	77,98	9,16	0,00	107,03	1,41%
Enseignement	3 057,32	1 773,17	0,00	744,00	25,18	135,37	0,00	904,54	11,93%
Protection Sociale	168,36	73,88	0,00	9,42	3,99	7,38	0,00	20,79	0,27%
Total général	19 888,72	12 238,19	807,85	2 624,31	1 500,32	2 480,74	168,62	7 581,86	100%

Source : DNSI et DNB

Le compte rendu de l'exécution budgétaire au 30 septembre 2020 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Opérations de financement
- V. Conclusion.

I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFI 2020

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes, la loi de finances de l'année 2020 a apporté certaines modifications des dispositions fiscales contenues dans le code général des impôts.

Ces dispositions sont relatives :

- I. Au prelevement forfaitaire, exigible sur :
 1. Les importations de biens effectués par des personnes physiques ou morales non immatriculées à la TVA ;
 2. Les achats de biens et de services réalisés auprès de personnes physiques ou morales non immatriculées à la TVA en Guinée et effectués par :
 - a. L'Etat et les collectivités locales ;
 - b. Les établissements publics, les sociétés d'économie mixtes, les entreprises minières, gazières et pétrolières, les entreprises de carrières, les sociétés de téléphonie, les banques, les sociétés d'assurances, les établissements de microfinances et les sociétés de distribution et d'entrepôt des produits pétroliers ;
 3. Les commissions versées :
 - a. Aux distributeurs non immatriculés à la TVA de produits pétroliers ;
 - b. Aux distributeurs de cartes SIM et de recharges téléphoniques (physiques ou dématérialisées) non immatriculés à la TVA ;
 - c. Aux intermédiaires non immatriculés à la TVA intervenant dans les opérations de transferts d'argent ou de paiement par téléphone (mobile money) ;
- II. Le taux de prélèvement est de :

Dix pourcent (10%) pour les opérations visées au 1. et 2. du I ;

Cinq pourcent (5%) pour les opérations visées au 3. du I ;
- III. Le prélèvement exigible à l'importation visé au 1. du I. est liquidé sur le bordereau de taxation sur la CAF des importations lors du dédouanement (LFI 2001, art 2). Son paiement ne peut être fractionné et doit intervenir avant l'enlèvement des biens importés. (LFI 97, art 25).
- IV. Le prélèvement perçu sur les achats locaux visé au 2. du I. ou sur les commissions versées au 3. du I. est retenu à la source par le débiteur au moment du paiement. Les débiteurs, autres que l'Etat et les collectivités locales, doivent déposer une déclaration au titre des opérations soumises au prélèvement entre le 1^{er} et le 15 du mois suivant celui du règlement de ces opérations.

Art .255. -I. le prélèvement visé à l'article 251 est imputable, selon le cas, sur l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, sur l'impôt sur les bénéfices industriels non commerciaux ou l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice au cours duquel les opérations sont réalisées par :

1. L'importateur visé au 1. du I.

2. Le fournisseur ou prestataire, visé au 2. et 3. du I., qui doit par ailleurs comptabiliser en produits, le montant brut des versements reçus pour la période, y compris le montant des prélèvements forfaitaires.

II. l'imputation n'est possible que sur présentation :

1. D'une copie du bordereau de douane pour les importations visées au 1. du I.
2. D'une copie de la quittance du paiement du prélèvement délivré au débiteur visé au IV de l'article 251.

III. la fraction du prélèvement forfaitaire qui n'a pu être imputée ne constitue pas un crédit d'impôts. Elle prend le caractère d'un prélèvement forfaitaire définitif.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXE UNIQUE SUR LES VEHICULES (TUV)

Article 7/- les dispositions du code général des impôts- taxe unique sur les véhicules sont modifiés ainsi qu'il suit :

Section I : Montant de la taxe

Art 330. -I. il est perçu annuellement, une taxe unique sur les véhicules (TUV). Elle s'applique sur les véhicules motorisés ainsi que sur les remorques et semi-remorques d'après les tarifs suivants :

A. Véhicules à moteurs de tourisme

- | | |
|---|-------------|
| 1. Motocyclettes, cyclomoteurs, scooters et véhicules assimilés | 130 000 GNF |
| 2. Voiture jusqu'à 12 CV | 300 000 GNF |
| 3. Pick-up et véhicules 4X4 | 400 000 GNF |

B. Véhicules à moteurs utilitaires, de chantier ou servant de transports de marchandises

- | | |
|----------------------|---------------|
| 1. Jusqu'à 5 tonnes | 700 000 GNF |
| 2. De 6 à 10 tonnes | 950 000 GNF |
| 3. De 11 à 15 tonnes | 1 000 000 GNF |
| 4. De 16 à 20 tonnes | 1 300 000 GNF |
| 5. De 20 à 30 tonnes | 1 500 000 GNF |
| 6. Plus de 30 tonnes | 2 000 000 GNF |

C. Remorques et semi-remorques, dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est :

- | | |
|-------------------------|---------------|
| 1. De 5 à 30 tonnes | 1 500 000 GNF |
| 2. De plus de 30 tonnes | 2 000 000 GNF |

D. Véhicules à moteurs servant au transport du personnel

- | | |
|--|---------------|
| 1. Mototaxis | 200 000 GNF |
| 2. Mototaxis tricycles | 300 000 GNF |
| 3. Véhicules jusqu'à 5 places autres que les deux ou trois roues | 500 000 GNF |
| 4. Véhicules de 6 à 10 places | 700 000 GNF |
| 5. Véhicules de 11 à 20 places | 850 000 GNF |
| 6. Véhicules de 21 à 30 places | 1 000 000 GNF |
| 7. Véhicules de plus de 30 places | 1 200 000 GNF |

E. Engins à moteurs lourds

- | | |
|--|---------------|
| 1. Camions grue, chariot éléveur et hydrocureur | 2 500 000 GNF |
| 2. Machines de terrassement, grue, bulldozer, pelles mécaniques, marteaux piqueurs, camions de forages | 4 000 000 GNF |

F. Yachts et bateaux de plaisance à moteurs fixes ou hors-bord **10 000 000 GNF**

II. Aux fins du I., la remorque et semi-remorque est imposée séparément du véhicule qui la tracte. On entend par,

1. << remorque >> un véhicule sans moteurs destinés à être tiré par un véhicule à moteur ;
2. << semi-remorque >>, un type de remorque qui repose en partie sur le véhicule qui la tracte.

Section II : les exonérations

Art 331 : sont exonérés de la taxe unique sur les véhicules

1. les véhicules des corps diplomatiques et consulaires immatriculés en CMD, CD et en CC ;
2. les véhicules appartenant à l'Etat ou aux collectivités locales immatriculées en VA ou en AN ;
3. les véhicules militaires immatriculés en AG ;
4. les véhicules de la gendarmerie nationale immatriculés en GN ;
5. les véhicules de la police nationale immatriculés en PN ;

ARTICLE 8 : EXIGIBILITE, PAIEMENT ET REPARTITION DE LA TAXE

Art 332.-I. chaque véhicule visé à l'article 330 est passible de la taxe unique sur les véhicules à moteur ;

II. La taxe est exigible chaque année ;

III. Le redevable de la taxe est le propriétaire du véhicule. En cas de cession du véhicule en cours d'année, le nouveau propriétaire n'est pas redevable de la taxe si cette dernière a déjà été acquittée pour l'année en cours.

Art 335.-I. le paiement de la taxe donne droit à la délivrance d'une vignette portant le millésime de l'année pour laquelle, elle est valable et :

1. les véhicules à moteur : la puissance du véhicules ;
2. pour les remorques et semi-remorques : le Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) ;

II. La vignette doit être obligatoirement collée :

1. pour les véhicules avec pare-brise : sur la face interne du pare-brise (coté droit) de façon à être apparente ;
2. pour les véhicules sans pare-brise, y compris les remorques et les semi-remorques : sur une partie facilement accessible du véhicule et non interchangeable ;

III. l'administration fiscale communique chaque année la disponibilité des vignettes et la période de paiement de la taxe sans pénalité ; cette période est de trois mois à compter de la date de communication de la disponibilité des vignettes par l'administration. Le montant de la taxe est majoré de vingt-cinq pourcent (25%) si le propriétaire paye cette taxe plus de trois mois après cette date.

Art 337. – le produit de la taxe unique sur les véhicules à moteur est reparti comme suit :

1. part du budget national : trente cinq pourcent (35%)
2. part des collectivités locales : soixante cinq pourcent (65%), repartit comme suit :
 - a) part des préfectures et sous-préfectures : dix-pourcent (10%) ;
 - b) part des collectivités locales : cinquante-cinq pourcent (55%) ;

(LF.2018, art 13)

Art.338.- Le montant non majoré de la taxe unique sur les véhicules est une charge déductible des bénéfices imposables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux ou à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice en cours.

I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat suivant la situation communiquée par les régies financières au 30 septembre 2020 se chiffre à 13 620,02 Mds contre un objectif à fin septembre 2020 de 14 643,26 Mds, soit un taux d'exécution de 93,01%. Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en recettes fiscales pour 12 053,09 Mds (88,49%), dons, legs et fonds de concours pour 1 207,33 Mds (8,86%) et les autres recettes pour 359,60 Mds (2,64%).

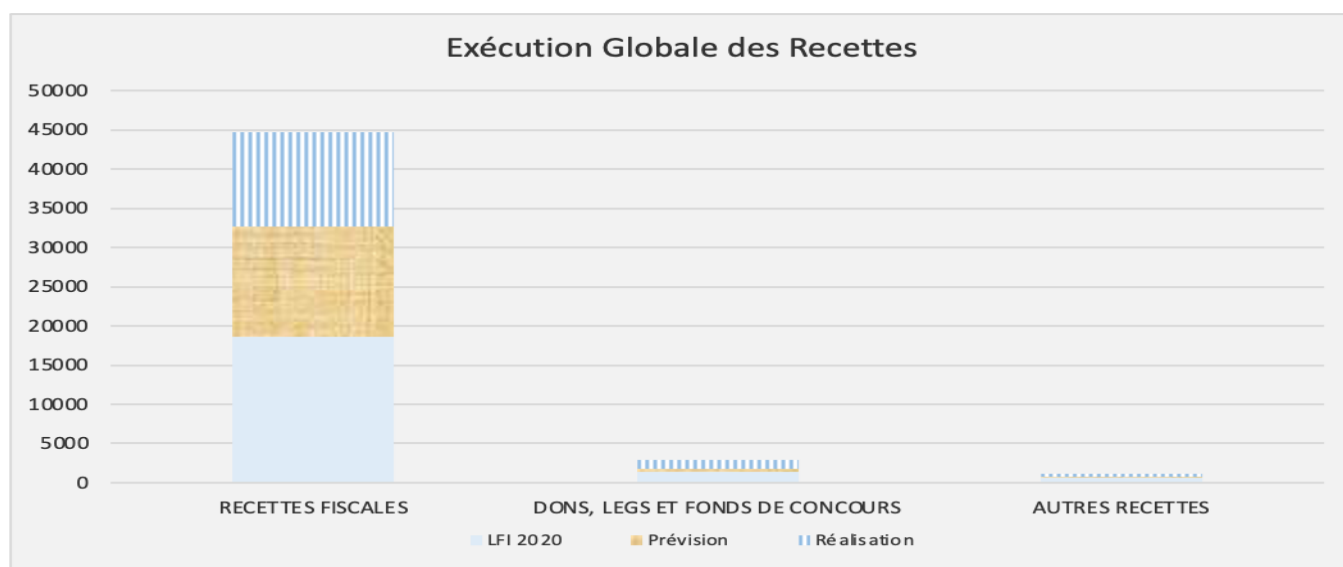
Sur la base des prises en charge comptable, le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 12 212,25 Mds.

Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020	Situation à fin septembre 2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
RECETTES FISCALES	18 605,48	14 081,99	12 053,09	85,59%	88,49%
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 410,00	352,50	1 207,33	342,50%	8,86%
AUTRES RECETTES	566,10	208,76	359,60	172,25%	2,64%
Total général	20 581,58	14 643,26	13 620,02	93,01%	100,00%

Sources : REGIES DE RECETTES

Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes



I.2-1 Analyse de l'exécution par nature de recettes

1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 12 053,02 Mds contre une prévision à fin septembre de 14 081,99 Mds soit un taux d'exécution de 85,59%.

Cette mobilisation résulte essentiellement des efforts enregistrés au niveau des impôts sur les biens et services pour 6 711,93 Mds (55,67%), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 2 862,33 Mds (23,74%) et les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 2 182,33 Mds (18,10%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020	prévision fin septembre 2020 (a)	Réalisation fin septembre 2020 (b)	Taux (c) =(b)/(a)	Part (d)
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 633,13	2 891,49	2 182,33	75,47%	18,10%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	352,03	267,08	226,64	84,86%	1,88%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	93,28	54,31	25,92	47,72%	0,21%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	10 453,57	7 734,36	6 711,93	86,78%	55,67%
15 IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	4 073,47	3 078,47	2 862,33	92,98%	23,74%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	0,00	56,28	43,94	78,07%	0,36%
TOTAL RECETTES FISCALES	18 605,48	14 081,99	12 053,02	85,59%	100,00%

(d) : contribution de la recette au total des réalisations

Sources : REGIES DE RECETTES

1.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision en Loi de finances 2020 de 1 410 Mds, il a été exécuté au titre des dons, legs et fonds de concours 1 207,33 Mds, soit 85,63%. Cette exécution concerne les dons projets et programmes pour 424,88 Mds et les dons appuis budgétaires pour 782,45 Mds.

Tableau 6: Exécution globale des dons à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020	Situation à fin septembre 2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 410,00	352,50	1 207,33	342,50%	100,00%
DONS PROJETS ET PROGRAMMES	950,00	237,50	424,88	178,90%	35,19%
DONS APPUI BUDGETAIRE	460,00	115,00	782,45	680,39%	64,81%
dont C2D	251,74	62,93	0,00	0,00%	0,00%
dont BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)yc(FODECON/RSU)	541,41	345,20	345,20	100,00%	28,59%
Total général	1 410,00	352,50	1 207,33	342,50%	100,00%

1.3 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées au 30 septembre 2020 à hauteur de 359,60 Mds sur une prévision de la période de 208,76 Mds, soit un taux d'exécution de 172,25%. Ce niveau de réalisation porte sur les revenus de la propriété pour 283,44 Mds, (78,82%), les ventes de biens et services pour 51,61 Mds, soit 14,35% et les recettes diverses pour 24,51 Mds (6,82%).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 7: Exécution des autres recettes à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020	Prévision fin septembre 2020	Réalisation fin septembre 2020	Taux	Part
3 AUTRES RECETTES	566,10	208,76	359,60	172,25%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	395,91	53,43	283,44	530,50%	78,82%
312 Dividendes	395,91	53,43	283,44	530,50%	78,82%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	126,04	67,19	51,61	76,80%	14,35%
321 Ventes des établissements marchands	46,92	13,20	11,00	83,33%	3,06%
322 Droits et frais administratifs	79,11	53,99	40,60	75,20%	11,29%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	11,52	0,10	0,04	43,37%	0,01%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	11,52	0,10	0,04	43,37%	0,01%
35 RECETTES DIVERSES	32,64	88,04	24,51	27,84%	6,82%
351 Recettes diverses	32,64	88,04	24,51	27,84%	6,82%
Total général	566,10	208,76	359,60	172,25%	100,00%

(d) : contribution de la recette au total des réalisations

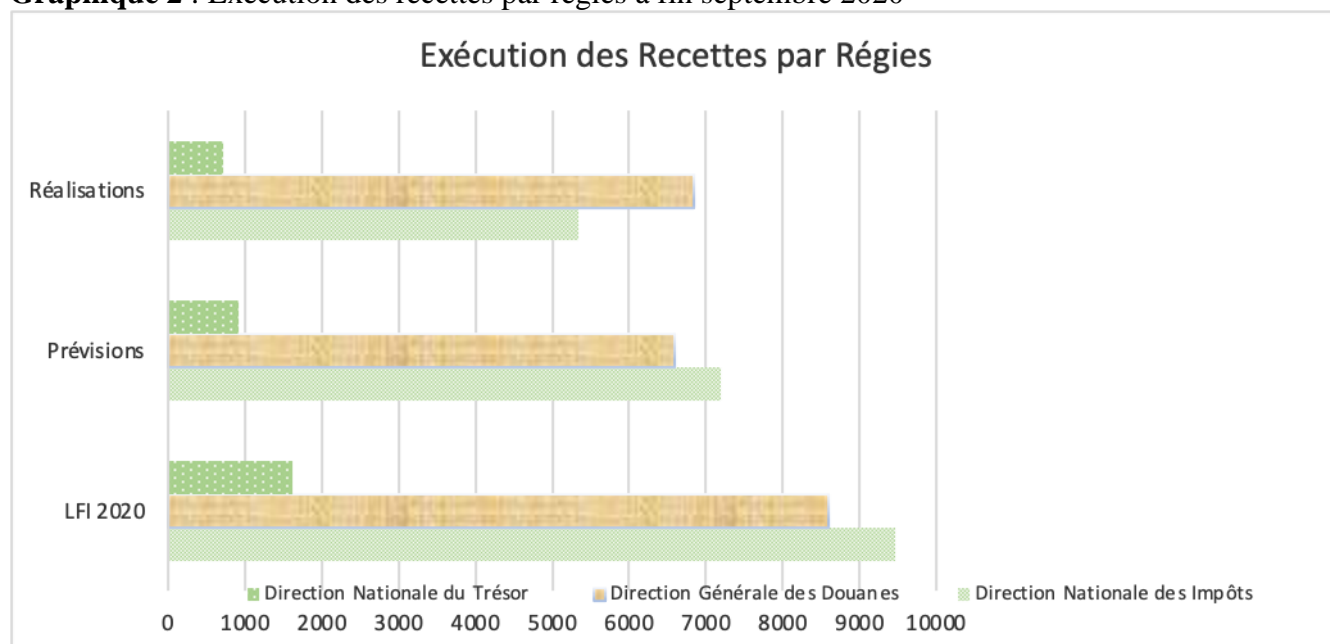
Sources : TDB/DNTCP

1.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif au 30 septembre 2020 de 14 718,48 Mds, les efforts propres des régies financières dans la mobilisation des recettes se chiffrent à 12 912,64 Mds, soit un taux d'exécution de 87,73%.

Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 5 347,11 Mds (41,41%), la Direction Générale des Douanes pour 6 843,33 Mds (53,00%) et la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 722,21 Mds (5,59%).

Graphique 2 : Exécution des recettes par régies à fin septembre 2020



– Direction Nationale des Impôts (DNI)

A fin septembre 2020, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 5 347,11 Mds sur un objectif de 7 195,82 Mds, soit un taux de mobilisation de 74,26%.

La part de chaque nature de recettes est par ordre d'importance de 53,58% pour les impôts sur les biens et service, 40,81% pour les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital, 4,24% pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre, 0,89% pour les autres recettes fiscales et 0,48% pour les impôts sur le patrimoine.

Comparé à la prévision annuelle de 9 464,61 Mds, la DNI a réalisé à fin septembre 2020 un taux de 56,49%.

L'année 2020 a démarré avec une prévision LFI de 9 464,61 Mds. Le contexte marqué par une perturbation générale des activités, liées à la pandémie COVID 19, a entraîné la révision des prévisions initiales à la baisse. Les prévisions trimestrielles ont été ajustées en fonction cette baisse.

L'analyse de ce niveau de réalisation se présente comme suit par rubrique de recettes :

1. Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital :

La contre-performance de cette rubrique s'explique par des moins-values enregistrées sur :

a) Impôts sur les revenus des personnes physiques :

- **L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers :** L'Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers est assis sur les dividendes et autres revenus fixes et variables. Cette ligne de recette aurait mieux donné si les Assemblées Générales Ordinaires de certains gros contribuables n'avaient pas opté l'affectation du résultat au report à nouveau et/ou en réserves à celle de la distribution des dividendes.
- **Retenue à la source sur les Revenus Non Salariaux :** Cette retenue est assise sur le paiement des revenus perçus par les experts étrangers dans le cadre de l'assistance technique. Il est important de noter qu'au lieu d'assister à un ralentissement des activités dans certains secteurs plus touchés par la COVID-19, on a plutôt constaté la mise en place du service minimum dans les entreprises et les difficultés financières pour assurer le fonctionnement normal.
- **Prélèvements sur BIC et sur BNC :** La faible tendance de ces lignes s'expliquerait par le fait que les redevables de ces impôts bénéficient dans le cadre du plan de riposte économique du Gouvernement contre la pandémie de la COVID-19, des mesures d'accompagnement leurs permettant de reporter les paiements des impôts et taxes de l'exercice 2020.
- **Prélèvement forfaitaire à l'Importation:** La moins-value sur cette ligne s'explique par la baisse des importations des acteurs de l'informel ne remplissant pas les conditions d'assujettissement à la TVA. Il est important de préciser que le produit de cet impôt est reversé à l'Administration fiscale par la Direction Générale des Douanes (DGD) à la fin de chaque mois.
- **Prélèvement Forfaitaire sur les achats locaux:** Ce prélèvement est effectué sur les achats locaux réalisés par les entreprises non assujetties à la TVA. La contre-performance enregistrée s'explique d'une part, par la faiblesse des achats des entreprises assujetties et par l'immatriculation de nombre important de contribuables à la TVA, d'autre part.

b) Impôts sur les revenus des personnes physiques :

Impôts sur les Sociétés Minières:

La baisse enregistrée sur cette ligne s'explique par :

- l'entrée en vigueur de la convention de base révisée de la SAG (congé fiscal à partir de 2020) ;
- la baisse de la prévision de l'IS mines de la CBG pour des raisons de COVID-19 et le paiement de la facture d'électricité de la centrale de Filima à Kamsar.
- **Impôts sur autres Sociétés:** Cette contre-performance s'explique par les déficits importants enregistrés par les sociétés au titre de l'exercice 2019.
- **Impôt Minimum Forfaitaire :** le rendement de cet impôt a diminué suite au déplafonnement des seuils de paiements.

2. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre:

- **Versement Forfaitaire et Taxe d'apprentissage:** Cet impôt est perçu, non seulement sur la masse salariale mais aussi sur la main d'œuvre occasionnelle. La prévision LFI de cet impôt avait été revue à la hausse compte tenu des projections de démarrage de certains projets miniers comme CHALCO GUINEE et SPIC qui, malheureusement avec l'apparition de la COVID 19, ont connu un ralentissement au niveau des opérations.

3. Impôts sur le patrimoine :

La contre-performance enregistrée au niveau de cette rubrique s'explique par :

- **Contribution Foncière Unique:** dont le faible niveau de mobilisation s'explique par le délai légal de paiement de la CFU qui s'étend du 1er janvier au 30 juin de chaque année. Le niveau de réalisation atteint s'explique par la pandémie de la COVID dont le premier cas de coronavirus est apparu dans notre pays le 16 mars 2020.
- **Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes :** la moins-value enregistrée au niveau de ces impôts s'explique d'une part par les effets de la crise sanitaire liée au COVID-19 qui ont entraîné une baisse significative des paiements des droits des sociétés, d'autre part par le faible niveau d'exécution droit de mutation d'immeubles consécutif à la faiblesse du niveau de cession d'actions de biens meubles et immeubles et la faible réalisation de la surtaxe fiscale due aux mesures de confinement.

4. Impôts sur les biens et services :

La non atteinte de l'objectif de cet impôt s'explique par :

- **Impôts sur les services déterminés :** le faible niveau de ces impôts est dû à la non application du décret portant sur l'élargissement de l'assiette de la taxe sur les assurances aux importations de biens et marchandises en Guinée, signé le 11 janvier 2019 ;
- **Taxe d'Accès au Réseau des Télécommunications TARTEL et Taxe sur la Consommation Téléphonique :** la non atteinte de cet objectif s'explique par les difficultés financières que traversent certaines sociétés de téléphonie (CELLCOM Guinée et MTN) ;
- **Taxe sur la Valeur Ajoutée TVA-Précompte de 50% de TVA-TVA sur Finex :** le niveau de réalisation atteint s'explique par le faible niveau d'activité consécutif au respect des mesures de confinement liées à la COVID-19.

Le tableau ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DNI.

Tableau 8: Situation des recettes collectées par la DNI à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020	Situation à fin septembre 2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	9 458,56	7 195,82	5 347,105	74,31%	100,00%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 633,13	2 891,49	2 182,333	75,47%	40,81%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	1 232,93	855,13	775,075	90,64%	14,50%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	2 400,20	2 036,36	1 407,258	69,11%	26,32%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	352,03	267,08	226,636	84,86%	4,24%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	352,03	267,08	226,636	84,86%	4,24%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	93,28	54,31	25,916	47,72%	0,48%
131 Impôts sur la propriété immobilière	68,76	38,57	15,999	41,48%	0,30%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	24,52	15,73	9,917	63,03%	0,19%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	5 380,13	3 927	2 864,829	72,96%	53,58%
141 Impôts généraux sur les biens et services	3 780,26	2 186,76	1 453,276	66,46%	27,18%
142 Les accises	37,82	27,12	24,463	90,20%	0,46%
143 Impôts sur les services déterminés	452,07	250,32	175,802	70,23%	3,29%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 109,98	1 462,46	1 211,287	82,83%	22,65%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	0,00	56,28	47,391	84,20%	0,89%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	0,00	56,28	47,391	84,20%	0,89%
Total	9 458,56	7 195,82	5 343,66	74,26%	99,94%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	6,06	0,00	3,45		0,06%
Total YC Autres comptes à recevoir(Exclos)	9 464,61	7 195,82	5 347,11	74,31%	100,00%

(d) : contribution des recettes au total des réalisations

Source : DNI

– Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes, à fin septembre 2020, se chiffrent à 6 843,33 Mds sur une prévision au 30 septembre de 6 599,57 Mds, soit un taux de réalisation de 103,69%. Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur les biens et services pour 3 484,50 Mds et les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 2 862,33 Mds.

Comparée à l'objectif annuel de 8 592,12 Mds, l'exécution des recettes douanières se situe à 79,65% à fin septembre 2020.

L'exécution des impôts sur biens et services de 3 484,50 (50,92%) porte sur les impôts généraux sur les biens et services pour 2 397,14 Mds (35,03%) et les accises pour 1 087,35 Mds (15,89%).

En ce qui concerne les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales l'exécution représente 41,83% de l'ensemble des recettes mobilisées par la DGD. Elle porte essentiellement sur les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 2 129,5 Mds, soit 31,12% et les taxes à l'exportation pour 732,80 Mds, soit 10,71%.

La performance enregistrée à la DGD s'explique par :

- **Les performances enregistrées sur les TSPP** : Le facteur qui a influencé les recettes perçues sur les Produits Pétroliers, c'est la baisse du prix de baril à l'international, qui a entraîné une baisse légère du prix du carburant à la pompe depuis le **31 Mars 2020**.
- **Les performances enregistrées sur la RER** : Au niveau de la rubrique **RER**, il faut signaler l'application depuis le mois de **Juillet 2020**, de l'Arrêté conjoint signé par les Ministre des Travaux Publics et le Ministre de l'Economie et des Finances (Arrêté N°A/2017/059/MTP/MEF/SGG du 18 Janvier 2017).
- **Le dépassement de l'objectif sur les recettes sur Autres Produits** : Les réalisations des Recettes sur Autres produits se chiffrent à **3 736,620 Mds de Gnf** pour une Prévision de **3 474,932 Mds de Gnf**, soit un dépassement de **261,689 Mds de Gnf** et un taux d'exécution de **107,53%**. Cette performance réalisée peut être expliquée par la combinaison de plusieurs facteurs dont l'augmentation du volume des importations taxables. En effet, au **3^{ème} Trimestre 2019**, le volume des importations taxables se chiffrait à **3,24 millions de tonnes métriques**, alors qu'en **2020**, il se chiffre à **3 815 millions de tonnes métriques**, soit un accroissement de **571 mille de tonnes métriques**.

Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020	prévision fin septembre 2020	Réalisation fin septembre 2020	Taux	Part
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	4 015,39	3 093,41	3 484,50	112,64%	50,92%
141 Impôts généraux sur les biens et services	3 369,30	2 595,68	2 397,14	92,35%	35,03%
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	3 369,30	2 595,68	2 397,14	92,35%	35,03%
1411002 TVA à l'importation	3 200,40	2 469,00	2 287,83	92,66%	33,43%
1411003 TVA sur FINEX	168,90	126,68	109,31	86,29%	1,60%
142 Les accises	646,09	497,74	1 087,35	218,46%	15,89%
14210 Droits d'accises	90,05	80,71	106,45	131,88%	1,56%
14211Taxe spécifique sur les produits pétroliers	556,03	417,02	980,90	235,22%	14,33%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	4 073,47	3 078,47	2 862,33	92,98%	41,83%
151 Droits de douanes et autres droits à l'importation	3 071,34	2 345,41	2 129,52	90,80%	31,12%
15110 Droit fiscal à l'Importation	2 504,23	1 916,34	1 707,28	89,09%	24,95%
15111 Droit de Magasinage	0,41	0,33	0,37	113,25%	0,01%
15112 Taxe d'Entreposage	81,15	60,67	45,65	75,23%	0,67%
15113 Redevances de liquidation	419,93	318,72	330,94	103,84%	4,84%
15114 Produit de Ventes aux Enchères	1,03	0,77	2,11	273,01%	0,03%
15115 Taxe Enregistrement Douane	38,05	28,68	19,67	68,59%	0,29%
15116 Taxes conjoncturelles de protection	21,12	16,16	17,97	111,17%	0,26%
15118 Amendes et confiscations douanières	5,41	3,74	1,22	32,54%	0,02%
15119 Redevances de prestation administratives	0,00	0,00	4,31	#DIV/0!	0,06%
152 Taxes à l'exportation	1 002,14	733,06	732,80	99,97%	10,71%

15210 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	1 002,14	733,06	731,29	99,76%	10,69%
15213 Droit fiscal à la Sortie	0,00	0,00	1,51	#DIV/0!	0,02%
Total	8 088,86	6 171,88	6 346,82	102,83%	92,74%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	200,96	200,96	219,05	109,00%	3,20%
RER	302,31	226,73	277,45	122,37%	4,05%
Total yc RER et Autre compte	8 592,12	6 599,57	6 843,33	103,69%	100,00%

(d) : contribution des recettes au total des réalisations

Sources : DGD

– Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

La recette centrale du Trésor a mobilisé 722,21 Mds sur un objectif à fin septembre 2020 de 923,09 Mds, soit un niveau de réalisation de 78,24%. Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 362,61 Mds représentant 50,21% des recettes mobilisées par cette régie financière avec un taux d'exécution de 50,77% et les autres recettes pour 359,60 Mds constituant 49,79% du total de recettes, avec un taux d'exécution de 172,25%. Il convient de préciser que les recettes fiscales sont en grande partie constituées des recettes en devises du secteur minier pour lesquelles l'Agence comptable centrale du Trésor est comptable assignataire et de diverses redevances collectées par la Recette centrale du Trésor, en collaboration avec les services d'assiette des ministères sectoriels.

Comparée à l'objectif annuel de 1 624,16 Mds, les recettes collectées par la DNTCP se situe à 44,47% à fin septembre 2020.

La contre-performance enregistrée au niveau de cette régie s'explique par le faible niveau d'exécution des recettes fiscales pour 362,61 Mds contre une prévision à fin septembre de 714,29 Mds atténuée par une performance des autres recettes pour 359,60 Mds contre 208,76 Mds.

La performance enregistrée au niveau des dividendes s'explique essentiellement par l'encaissement des dividendes perçues par l'Etat au niveau des sociétés à participations publiques. Sur un objectif de 53,43 Mds, il a exécuté 283,44 Mds soit 530,50%.

Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020	prévision fin septembre 2020	Réalisation fin septembre 2020	Taux	part
1 RECETTES FISCALES	1 058,06	714,29	362,61	50,77%	50,21%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	1 058,06	714,29	362,61	50,77%	50,21%
141 Impôts généraux sur les biens et services	489,42	330,84	158,19	47,82%	21,90%
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	489,42	330,84	158,19	47,82%	21,90%
1411101 Taxes sur la vente de bauxites	489,42	330,84	158,19	47,82%	21,90%
1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	568,64	383,45	204,41	53,31%	28,30%
14417 Redevances sociétés de pêche	128,26	133,73	67,96	50,82%	9,41%
14418 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	9,77	5,06	3,19	63,06%	0,44%
14419 Redevances exploitation minières	235,15	160,83	43,60	27,11%	6,04%

Permis d'importation et d'exportation de Marchandises(DDI-DDE)	34,57	17,52	14,43	82,36%	2,00%
14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	193,06	66,25	75,10	113,37%	10,40%
14425 Redevances chasses et faune	2,39	0,06	0,13	202,46%	0,02%
3 AUTRES RECETTES	566,10	208,76	359,60	172,25%	49,79%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	395,91	53,43	283,44	530,50%	39,25%
312 Dividendes	395,91	53,43	283,44	530,50%	39,25%
31210 Dividendes perçus	395,91	53,43	283,44	530,50%	39,25%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	126,04	67,19	51,61	76,80%	7,15%
321 Ventes des établissements marchands	46,92	13,20	11,00	83,33%	1,52%
32110 Locations d'actifs produits	32,10	0,58	0,39	67,05%	0,05%
32111 Locations d'actifs non produits	14,82	12,62	10,61	84,08%	1,47%
32111 Redevances domaniales	14,82	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
322 Droits et frais administratifs	79,11	53,99	40,60	75,20%	5,62%
32211 Frais judiciaires	0,86	0,39	0,41	105,90%	0,06%
32212 Recettes Consulaires	6,95	0,37	0,05	13,45%	0,01%
32222 ventes de passeports	45,00	26,65	21,95	82,36%	3,04%
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	2,50	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
32214 Cartes de séjour étrangers résidents	2,50	0,00	0,00		
32216 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,88	0,23	0,19		0,03%
32217 Vente de documents administratifs	4,12	16,68	13,74	82,36%	1,90%
32219 Droits Topographiques	1,46	0,00	0,07	#DIV/0!	0,01%
32223 Permis de conduire	1,62	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	10,92	9,67	4,20	43,44%	0,58%
32221 Autres droits et frais administratifs	0,31	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
32310 Recettes des publications	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	11,52	0,10	0,04	43,37%	0,01%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	11,52	0,10	0,04	43,37%	0,01%
33110 Amendes judiciaires	0,90	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
3311100 Amendes Polices routières	1,56	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,91	0,10	0,04	43,37%	0,01%
33113 Amendes Pêche	8,16	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0,00	0,00	0,00		0,00%
35 RECETTES DIVERSES	32,64	88,04	24,51	27,84%	3,39%
351 Recettes diverses	32,64	88,04	24,51	27,84%	3,39%
35110 Recettes sur prestations sportives	0,15	0,00	0,00		0,00%
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	1,60	0,00	0,00		0,00%
35112 Ristournes sur les recettes des jeux	30,88	20,73	24,34	117,43%	3,37%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0,00	0,00	0,01		0,00%
35114 Recettes Exceptionnelles	0,00	67,31	0,16	0,24%	0,02%
Total DNTCP	1 624,16	923,05	722,21	78,24%	100,00%
Total CADASTRE	0,00	0,00	0,00		0,00%
3211005 Location d'infrastructures minières	0,00	0,00	0,00		0,00%

(d) : contribution des recettes au total des réalisations

Sources : TDB/DNTCP

II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin septembre 2020 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Mise en œuvre du plan de riposte économique à la crise sanitaire COVID-19 ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer.

II -1 Situation des mouvements de crédits

Les mouvements des crédits intervenus à fin septembre 2020 se chiffrent à 785,51 Mds en annulation et en ouverture à 3 262,08 Mds. Cette augmentation des ouvertures par rapport aux annulations de 2 724,32 Mds s'explique essentiellement par la mise en œuvre du plan de riposte COVID-19 par l'accompagnement de certains secteurs notamment la santé, l'agriculture, l'administration du territoire, les affaires étrangères

Tableau 11: Situation des mouvements de crédits à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Sections	Ministères/Institutions	LFI	Modifications			Crédits actuels
			Ouverture	Annulation	Total	
1	Présidence de la Rep	372,20	10,80	3,73	7,07	379,26
2	Primature	87,76	50,00	2,63	47,37	135,12
3	Min.de la Défense	2 018,78	16,35	16,35	0,00	2 018,78
4	Min.Admin.Terr.Dec	847,39	42,46	20,60	21,86	869,25
5	Min.Sécurité.Prot.Ci	358,17	23,00	23,00	0,00	358,17
6	Min.Justice.Gar.Scea	153,34	63,52	63,72	-0,20	153,14
7	Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	25,03	25,16	-0,13	404,30
8	Ministère du Plan	79,94	6,92	7,46	-0,54	79,40
9	Min.Eco.et Finances	180,71	5,92	5,92	0,00	180,71
10	Min. Travail et FP	156,04	0,24	0,92	-0,68	155,36
11	Min.de l'Agr	330,14	143,43	8,55	134,88	465,02
12	Min.Pêche & Aquacul	57,20	1,20	1,20	0,00	57,20
13	Min.Géo.Min	72,33	0,00	0,00	0,00	72,33
14	Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	18,32	18,32	0,00	762,96
15	Min.Urb.Habit. Const	107,57	0,00	0,28	-0,28	107,29
16	Mn.Comm	45,37	0,39	0,55	-0,16	45,21
17	Min. Hotel. Tourisme	40,86	6,26	7,15	-0,89	39,98
18	Min.Santé.Hy.Publiq	1 592,35	1 094,66	73,57	1 021,09	2 613,44
19	Min.Aff.Soc,P.F. & E.	168,36	0,60	0,74	-0,14	168,21
20	Min. Ens.pré.univ	1 985,28	54,20	54,20	0,00	1 985,28
21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	53,39	17,89	35,49	290,44
22	Minist. Information	46,00	2,40	2,40	0,00	46,00
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	0,00	0,00	57,04

24	Assemblée.Nationale	188,78	66,80	2,17	64,63	253,41
25	Cour Suprême	26,39	0,00	0,00	0,00	26,39
26	Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	0,00	0,00	16,01
27	Conseil Eco. Social	22,92	0,00	0,00	0,00	22,92
28	Secr. Gal Gouv	8,70	11,50	11,50	0,00	8,70
29	Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	0,00	1,79	-1,79	24,18
30	Sec. Affair.Relig.	66,62	4,67	4,67	0,00	66,62
31	Min.Environ.Eaux.For	218,82	0,00	0,00	0,00	218,82
32	Ministère Transports	84,82	8,00	0,00	8,00	92,82
33	Grande Chancel.	11,40	0,00	0,00	0,00	11,40
34	Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	17,40	17,94	-0,54	816,55
35	Grands Projets	122,72	0,00	0,00	0,00	122,72
36	Min.Etat Energie Env	2 526,44	694,30	1,13	693,17	3 219,61
37	Min. Tél. Econ.Num	78,57	15,19	19,19	-4,00	74,57
40	Ministère Elevage	40,15	3,81	3,81	0,00	40,15
41	Min.Industrie et PME	54,07	22,97	3,02	19,96	74,03
43	Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	7,80	8,59	-0,79	187,27
46	Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	0,00	0,00	5,67
50	Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	0,00	0,00	3,79
64	Min.du Budget	130,62	6,98	3,52	3,46	134,08
67	Médiateur.Répub	22,56	0,00	0,00	0,00	22,56
69	CENI	323,55	0,00	0,00	0,00	323,55
72	Cours.Const	21,99	0,00	0,00	0,00	21,99
73	Cour des Comptes	52,10	0,00	0,00	0,00	52,10
74	Haute Cour de Justic	1,59	0,00	0,00	0,00	1,59
75	Haut Conseil Collect	2,17	0,00	0,00	0,00	2,17
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	0,00	0,00	6,85
77	Min.UniteNat.Citoy	15,02	1,37	1,37	0,00	15,02
78	Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	26,81	2,20	2,20	0,00	26,81
79	Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	0,00	0,00	25,20
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	25,13	0,00	25,13	205,83
81	Ministère du travail et des lois sociales		5,00	0,00	5,00	5,00
82	Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes		5,00	0,00	5,00	5,00
98	Autres dépenses de la présidence de la république	230,41	193,20	147,40	45,80	276,21
99	Dépenses Communes	4 163,00	551,66	202,87	596,55	4 759,54
Total		19 888,72	3 262,08	785,51	2 724,32	22 613,03

Sources : DNB/DNSI

II-2 Analyse globale des dépenses

L'exécution des dépenses y compris FINEX au 30 septembre 2020 se chiffre à 9 656,47 Mds contre un objectif de la période de 12 238,19 Mds soit un taux d'exécution de 78,90%.

Comparée aux prévisions de la Loi de Finances initiale 2020 de 26 730,72 Mds, l'exécution des dépenses y compris FINEX s'est située à 36,12%.

L'exécution hors finex, base paiement, se chiffre à 7 520,35 Mds contre l'objectif de la période de 12 238,19 Mds, soit 61,45%. Cette exécution concerne les dépenses courantes pour 7 351,13 Mds (97,75%) et les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 168,62 Mds soit 2,25%.

Cependant, les dépenses engagées se sont établies à 14 847,61 Mds, soit 50,65 % par rapport aux dépenses payées hors finex.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables y compris finex, se chiffre à 17 714,13 Mds.

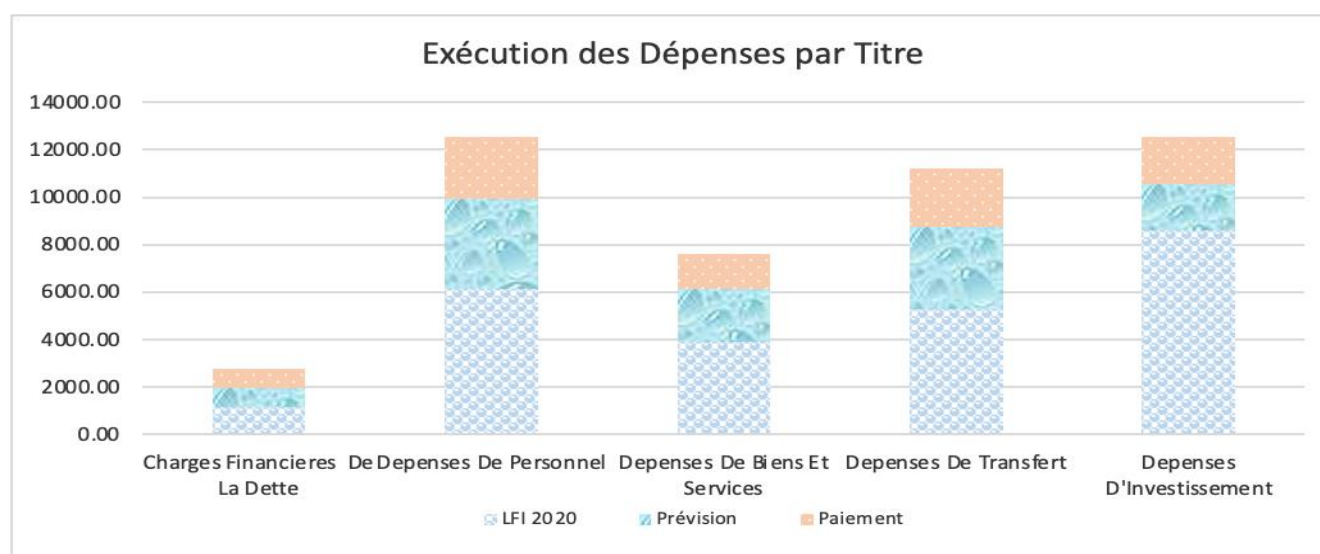
Le tableau ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre

Tableau 12: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX

Libellés	LFI	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engageme	Engagements		Paielements	
					septembre	Taux	septembr	Taux
Charges Financieres De La Dette	1 154,00	0,00	1 154,00	807,93	807,85	99,99%	807,85	99,99%
Depenses De Personnel	6 141,70	245,20	6 386,91	3793,10	5 058,94	133,37%	2 624,31	69,19%
Depenses De Biens Et Services	3 908,01	303,41	4 211,42	2214,99	3 337,15	150,66%	1 438,82	64,96%
Depenses De Transfert	5 264,38	1555,55	6 819,93	3489,69	4 621,45	132,43%	2 480,74	71,09%
Depenses D'Investissement	3 420,60	620,15	4 040,75	1932,48	1 022,22	52,90%	168,62	8,73%
TOTAL	19 888,69	2 724,3	22 613,01	12 238,19	14 847,61	121,32%	7 520,35	61,45%

Sources : DNB/DNSI

Graphique 3: Analyse globale des dépenses



La Guinée à l'instar des autres pays du monde reste confronter à la pandémie de la COVID-19 dont le premier cas de coronavirus est apparu dans notre pays le 16 mars 2020. Le Gouvernement et la population guinéenne dès cette apparition se sont investis dans un plan de riposte pour endiguer cette pandémie.

Les premières mesures d'urgence ont été prises, suivies de la déclaration de l'état d'urgence le 26 mars 2020 et accompagnée de nouvelles mesures sanitaires.

Ces mesures ont été amendées le 14 avril 2020, avec notamment la fermeture des écoles, des universités, des lieux de loisirs et de culte sur l'ensemble du territoire national.

Le port du masque a été rendu obligatoire. C'est dans ce cadre que le Gouvernement a fait confectionner deux millions de masques réutilisables produits par la Guinée et dont la distribution fut gratuite.

La politique actuelle mise en place par le Gouvernement est de procéder à un dépistage massif, afin d'isoler tous les cas positifs éventuels et en même temps éviter qu'ils ne contaminent les personnes ayant d'autres maladies graves ainsi que les vieilles personnes et les femmes enceintes.

Ces chiffres confirment que le combat n'est pas encore gagné et que nous devons redoubler d'efforts et de vigilance.

Par la suite, les mesures envisagées et mises en œuvres par le Gouvernement étaient d'ordre sanitaire, social, économique et financier.

II -2-1 Mise en œuvre du plan de riposte à la COVID-19

Le plan de riposte sanitaire, économique et social conçu en deux phases prend en compte les mesures ci-après:

Phase 1 : d'avril à juin 2020

En matières de dépenses :

- Mettre en place un dispositif de surveillance et de prise en charge sanitaire pour un montant de 563 Mds ;
- Renforcer le système de santé pour 562 Mds ;
- Mettre en place un plan d'urgence à hauteur de 439 Mds au compte de l'ANIES ;
- Prendre en charge les factures pour la période d'avril à juin des abonnés au tarif social de l'eau pour 24 Mds ;
- Prendre en charge les factures d'avril à juin des abonnés au tarif social de l'électricité pour 456 Mds ;
- Reporter d'avril à juin les échéances de paiement des factures d'électricité et d'eau (ensemble des abonnés non commerciaux) ;
- Bloquer les loyers sur les bâtiments publics et privés pour la période d'avril à décembre 2020 ;

- Assurer la gratuité pour trois mois les transports publics (bus et train) pour 8 Mds ;
- Reporter les contributions de sécurité sociale acquittées par le secteur du tourisme et de l'hôtellerie ;
- Payer progressivement les arriérés de l'État au secteur du tourisme et de l'hôtellerie pour 20 Mds ;
- Reporter (sans frais) les échéances de remboursement des emprunts bancaires pour les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie pour 58 Mds ;
- Geler (pour trois mois) les factures d'eau et d'électricité pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie ;
- Poursuivre l'apurement des dettes intérieures (20% du stock de 1 158 Mds) auditées et validées, en privilégiant les factures inférieures à 500 millions, en vue de soulager en priorité les PME et les TPE pour 232 Mds ;
- Payer progressivement les arriérés portant sur les marchés publics préfinancés par les entreprises au moyen d'emprunts bancaires pour 283 Mds ;
- Créer un fonds de garantie des prêts bancaires aux PME pour 50 Mds ;
- Mettre en place un fonds spécifique aux groupements d'intérêt économique (GIE) pour 20 Mds ;
- Créer un Fonds de riposte COVID-19 pour 2 500 Mds.

Phase 2 : de juillet à septembre 2020

En matières de dépenses :

- Désinfecter et distribuer des Kits de protection sanitaire pour la réouverture des classes et les lieux de culte de l'intérieur du pays pour 14,02 Mds ;
- Nettoyer et désinfecter de façon périodique des marchés pour 10,41 Mds ;
- Procéder au Dépistage systématique des administrations et des entreprises ;
- Soutenir financièrement les projets de recherche scientifique pour contribuer à la lutte contre la pandémie pour 1,35 Mds ;
- Procéder aux transferts monétaires par l'ANIES, accompagnés de distribution de vivres aux foyers communautaires infectés et poursuivre la campagne de sensibilisation pour 16,11 Mds ;
- Assurer la gratuité de l'eau (24 Mds), de l'électricité (126 Mds) et des transports publics (10 Mds) de juillet à septembre pour 160 Mds ;
- Prévoir une réserve de sécurité alimentaire pour parer à tout risque de crise d'approvisionnement, notamment pendant la période de soudure (août et septembre 2020) pour 85 Mds ;
- Programmer l'importation de 6 000 tonnes de poissons congelés pour 50 Mds ;
- Subventionner les promoteurs culturels pour 2 Mds ;
- Organiser des opérations de distribution, de sensibilisation et de contrôle des gestes barrières dans les villes de Conakry, Kindia et Forécariah par la Société civile pour 0,5 Md ;

- Poursuivre le règlement des arriérés de l'Etat vis-à-vis des agences de voyage et du secteur du tourisme pour 36,97 Mds ;
- Appuyer le secteur agricole pour 27 Mds

II -2-2 Analyse des dépenses par titre

Dépenses courantes

A fin septembre 2020, sur un objectif de la période de 10 305,71 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 7 351,73 Mds, soit un taux d'exécution de 71,36%. Cette exécution par titre se décompose ainsi qu'il suit :

- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur un objectif à septembre de 807,85 Mds inscrit dans le plan d'engagement, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 807,85 Mds, soit 99,99%. Cette exécution concerne les intérêts aux non résidents pour 239,40 Mds et les intérêts aux résidents autres que les administrations publiques pour 565,18 Mds.

- **Titre II : Dépenses de personnel**

Au titre des dépenses de personnel, il a été réalisé, au 30 septembre 2020, un montant de 2 624,31 Mds (69,19%) sur un objectif de 3 793,10 Mds. Cette exécution ne concerne que les salaires et traitements en espèces .

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 4 502,18 Mds.

- **Titre III : Dépenses de biens et services**

Sur un objectif au 30 septembre 2020 de 2 214,99 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services un montant de 1 438,82 Mds, soit un taux d'exécution de 64,96% .

Cette exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

- ✓ Achats de fournitures et biens courant.....21,36 Mds ;
- ✓ Achats de fournitures et biens spécifiques.....107,08 Mds ;
- ✓ Achat de carburants et lubrifiants.....123,21 Mds ;
- ✓ Fournitures de services.....161,27 Mds ;
- ✓ Consommation Eau, Electricité, Télécommunications..... 97,57 Mds ;
- ✓ Frais de déplacement.....72,12 Mds ;
- ✓ Frais de représentation et manifestation11,56 Mds ;
- ✓ Entretien3,96 Mds
- ✓ Dépenses diverses840,70 Mds.

- **Titre IV: Dépenses de transferts**

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 2 480,74 Mds sur un objectif à fin juin de 3 489,69 Mds, soit un taux d'exécution de 71,09%.

Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit :

- Transferts courants..... 1 950,52 Mds, soit 78,63 % ;
- Transferts en capital8,33 Mds, soit 0,34% ;
- Transferts aux ménages..... 467,26 Mds, soit 18,83% ;
- Autres transferts.....54,63 Mds, soit 2,20%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies 4 637,07 Mds. Par ailleurs, les dépenses engagées de la période se chiffrent à 3 867,67 Mds (2,64% du PIB) dont 2 107,03 Mds représentant les engagements en faveur du Ministère de l'Energie pour la prise en charge des dépenses d'électricité.

• Titre V : Dépenses d'investissement

L'exécution à fin septembre des dépenses d'investissements publics y c FINEX se chiffre à 2 304,74 Mds contre une prévision de 1 932,48 Mds, soit un taux d'exécution de 119,26%. Cette exécution se décompose en financement sur ressources propres pour 168,62 Mds (7,32%) et en financement extérieur pour 2 136,12 Mds soit (92,68%) dont 310,97 Mds au titre de la coopération avec l'Union Européenne.

Sur un objectif à fin septembre de 1 932,48 Mds, les investissements sur ressources propres se situent à 168,62 Mds soit 8,73%. Cette exécution concerne les immobilisations financières pour 73,81 Mds et les immobilisations non financières pour 94,81 Mds.

Les dépenses financées sur ressources extérieures se décomposent comme décrites dans le tableau ci-après.

Tableau 13: Exécution des projets FINEX à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

PREVISIONS ET EXECUTIONS DU FINANCEMENT EXTERIEUR									
PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR									
Code	Nomenclature	PREVISION FINEX 2020				EXECUTION FINEX 2020			
		PRETS	DONS	TOTAL	%	PRETS	DONS	TOTAL	%
1	DEVELOPPEMENT RURAL	406 321,5	251 319,4	657 640,9	9,61%	207 767,00	98 830,27	306 597,27	49,96%
11	Agriculture	347 406,5	175 687,1	523 093,6	7,65%	201 684,80	66 522,30	268 207,10	55,98%
12	Élevage	0,0	8 000,0	8 000,0	0,12%	0,00	0,00	0,00	0,00%
13	Pêche	3 000,0	48 830,0	51 830,0	0,76%	0,00	32 307,97	32 307,97	62,33%
14	Forêt /Hydraulique Villageoise	55 915,0	18 802,3	74 717,3	1,09%	6 082,20	0,00	6 082,20	8,14%
2	MINES INDUSTRIE-EAU-ENERGIE	3 040 566,8	333 469,6	3 374 036,4	49,31%	514 749,30	59 579,85	574 329,15	32,66%
21	Mines -Géologie- Environnement	0,0	55 454,6	55 454,6	0,81%	39 456,60	0,00	39 456,60	71,15%
22	Industrie-PME- Commerce-Artisanat	69 356,8	17 800,0	87 156,8	1,27%	10 503,00	12 371,30	22 874,30	26,24%
23	Eau Urbaine	77 047,0	0,0	77 047,0	1,13%	31 402,10	19 871,58	51 273,68	66,55%
24	Energie	2 784 135,0	260 215,0	3 044 350,0	44,49%	433 387,60	27 336,97	460 724,57	31,16%
25	Hydraulique	110 028,0	0,0	110 028,0	1,61%	0,00	0,00	0,00	0,00%
26	Hotellerie-Tourisme			0,0	0,00%			0,00	0,00%
3	INFRASTRUCTURES	1 765 653,4	348 426,0	2 114 079,4	30,90%	505 062,60	0,00	505 062,60	47,64%

31	Urbanisme-Habitat	28 882,4	51 726,0	80 608,4	1,18%	28 376,30	0,00	28 376,30	51,49%
32	Travaux Publics	1 706 771,0	269 700,0	1 976 471,0	28,89%	476 686,30	0,00	476 686,30	50,28%
33	Transport/Météo	30000	27000	57 000,0	0,83%	0,00	0,00	0,00	0,00%
34	Télécom/Postes	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%
4	SOCIAL	178 073,7	164 575,7	342 649,4	5,01%	156 083,70	177 392,10	333 475,80	76,35%
41	Santé	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%
41	Santé Publiques	84 770,9	97 450,0	182 220,9	2,66%	154 259,50	166 144,40	320 403,90	115,95%
41	Affaires Sociales	0,0	29 411,4	29 411,4	0,43%	0,00	0,00	0,00	0,00%
42	Education	21 714,0	18 214,0	39 928,0	0,58%	912,10	0,00	912,10	2,28%
42	Enseignement Pré-Universitaire	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%
42	Enseignement Sup/Recherche Scientifi	71588,8	0	71 588,8	1,05%			0,00	0,00%
42	Eenseignement Technique/ Formation Profession	0,0	3 500,0	3 500,0	0,05%	912,10	0,00	912,10	1,21%
43	Jeunesse et Sports		16 000,3	16 000,3	0,23%	0,00	11 247,70	11 247,70	70,30%
5	ADMINISTRATION/DE CENTRALISATION	268 888,7	84 756,0	353 644,7	5,17%	16 450,10	90 145,40	106 595,50	6,84%
51	Admistration Générale	191 384,5	59 756,0	251 140,5	3,67%	3 478,70	29 496,40	32 975,10	3,62%
52	Décentralisation /Sécurité/ Défense	77 504,2	25 000,0	102 504,2	1,50%	12 971,40	60 649,00	73 620,40	11,34%
	TOTAL HORS TAXES	5 659 504,1	1 182 546,7	6 842 050,8	100,00%	1 399 200,60	425 947,62	1 825 148,22	33,62%

Source : DNIP

Au 30 septembre 2020, le niveau d'exécution du financement extérieur s'est établi à 2 136,12 Mds à raison de 1 399,20 Mds au titre de prêts et 425,95 Mds en dons.

Ces données ne sont pas exhaustives car elles concernent uniquement la situation des demandes de retrait de fonds enregistrées et traitées à la Direction Nationale des Investissements Publics (DNIP).

Il a été exécuté au 30 septembre 2020, un montant de 27 291 157 Euros soit 310,97 Mds GNF au fixing de la BCRG au 30 septembre ; 1 Euro = 11 394,63 GNF au titre des accords de coopération entre l'Union Européenne et la République de Guinée dans le cadre de l'appui au renforcement de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration des infrastructures sociales (voir tableau ci-dessous).

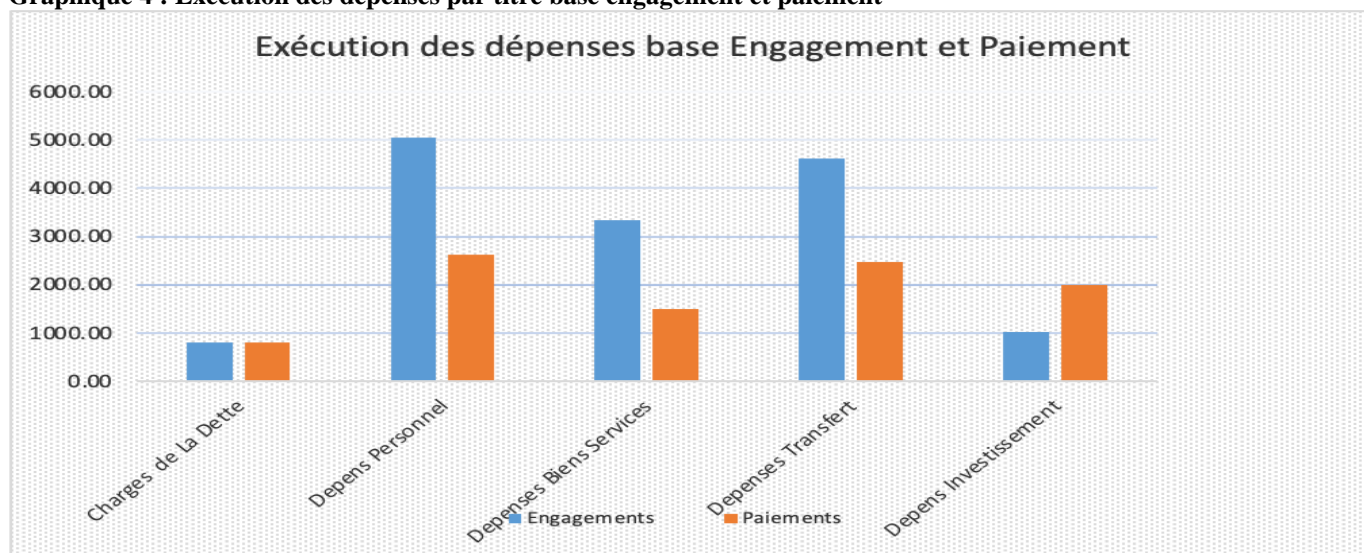
Tableau 14: Exécution des projets financés par l'Union Européenne au juin 2020 (en Mds de GNF)

Instrument	Titre	PAIEMENTS
10ème FED	Programme d'appui complémentaire aux élections (PACE)	0
	Projet d'Appui au Secteur des Transports (PAST)	14,14
	Facilité de coopération technique II (TCF)	0,00
	Appui au Service Public de l'Eau - Initiative OMD (SNAPE)	2,80
	Projet d'Appui à la Santé en Guinée (PASA)	17,53
	Programme d'appui à la société civile en République de Guinée (PASOC)	0,00
	Programme d'Appui Sectoriel à la Décentralisation et à la Déconcentration (PASDD)	0,26
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité - volet 1 (PARSS-1)	0,00
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité - volet 2 (PARSS-2)	-0,71

	Programme d'Appui à la Réforme des Finances Publiques (PARFIP)	3,44
	Programme d'appui à la réforme du secteur de la justice en République de Guinée (PARJU)	12,12
	Sous Total 10e FED	49,60
PIN 11ème FED	Programme d'Appui à la Mise en Œuvre de la Coopération (PAMOC)	5,70
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat (SBC/appui budgétaire)	3,18
	Programme d'Appui aux Elections et aux Institutions Démocratiques (PEID)	1,60
	Programme d'appui au secteur santé en Guinée (PASA-2)	0,00
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité en Guinée (PARSS 3)	0,00
	Programme de Developpement Urbain et Assainissement en Guinée (SANITA)	11,16
	Appui au secteur des transports - (TRANSIT)	0,00
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat - PACE II - Appui Budgétaire	0,00
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat - PACE II - Mesures d'accompagnement (inclus subventions Covid19)	100,25
	Deuxième phase du volet Assainissement Urbain - SANITA II	0,00
	Programme d'Appui à la Mise en Oeuvre de la Cooperation II (PAMOC II)	1,37
	Projet d'appui à l'émergence de l'économie créative en Guinée (via la digitalisation)	0,00
	Sous Total PIN 11e FED	123,26
PIR 11ème FED	Appui à la Gouvernance dans le secteur des transports en Afrique de l'Ouest - PIR	0,05
	Programme d'Appui pour la Préservation des écosystèmes Forestiers en Afrique de l'Ouest (PAPFor)	0,00
	Programme d'appui à la Compétitivité en Afrique de l'Ouest - PIR	0,00
	Appui à la Gouvernance dans le secteur des transports en Afrique de l'Ouest - Volet -République de Guinée	1,97
	Sous Total PIR 11e FED	2,02
	Sous Total 11e FED	125,28
	Total Fonds Européen de Développement	174,89
Plan d'Investissement Exterieur de l'UE	Projet de réhabilitation de la route Coyah-Forecariah-Farmoreah	75,75
	Projet d'interconnexion en 225 KV des réseaux électriques de la Guinée et du Mali	0,00
	Projet de construction et de bitumage de la route Boké (Guinée)-Québo (Guinée Bissau)	0,00
	Total Plan d'Investissement Exterieur de l'UE	75,75
Fonds Fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière (FFU)	Migration - INTEGRA - Renforcement de la gouvernance des migrations et de support à la réintégration durable des migrants en République de Guinée - Volet OIM	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet ENABEL	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet CCI	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet GIZ	0,00
	Migration - INTEGRA - Communications - Visibilités - Evaluation - Audit - Imprévus	0,24
	Total Fonds Fiduciaire d'urgence	0,24
Budget UE / Lignes thematiques	FOOD - Sécurité Alimentaire, Résilience et Agro-écologie en Guinée (SARA Guinée) - GRET	3,42
	CSO-LA - Organisations de la société civile et autorités locales - Guinée 44-UP-TRIAS	1,37

EIDHR - Assistance aux victimes de violations graves des droits de l'homme	0,00
EIDHR - Suivi citoyen de l'action publique et gouvernance locale participative - AID ACTION ASSOCIATION	0,00
CSO-LA - Renforcement des OSC pour la création d'emplois durables en Guinée	1,14
ICSP - Appui au renforcement de la police de proximité et à la dépollution pyrotechnique	0,00
ICSP - Mesure d'aide exceptionnelle en faveur de la Guinée "Programme d'appui à la prévention de l'extrémisme violent et à la lutte contre l'impunité en Guinée"	0,00
CSO-LA - Civil Society Organisations as actors of Governance and Development Work in the Field	22,28
CBSS 2018 - Country-based calls for proposals for the defence of human rights and democracy	0,00
EIDHR - Support to local civil society action through Country-Based Support Scheme (CBSS)	0,80
CSO-LA - Organisations de la société civile et autorités locales (TDH + Plan International)	31,09
Total Lignes Budgétaires Thématiques	60,10
Grand Total	310,97

Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement



II-2-3 Situation des instances de paiement au 30 septembre 2020

Le total des instances de paiement constituées au troisième trimestre de l'exercice budgétaire 2020 se chiffre à 1 751 Mds GNF dont 1 437,44 Mds GNF sont prises en charge par la Paierie Générale du Trésor (PGT) et 313,56 Mds sont prises en charge par l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT). Ces instances se présentent ainsi qu'il suit :

- Remuneration du personnel196,70 Mds ;
- Achats de biens et services.....489,46 Mds ;
- Dépenses de transfert.....507,36 Mds ;
- Dépenses d'investissements.....555,47 Mds.

II.2.4 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés..

Globalement, les délégations de crédits en faveur des services déconcentrés de l'Etat se chiffrent à 438,55 Mds dont 189,89 Mds pour l'intérieur et 248,66 Mds pour l'extérieur (ambassades et missions diplomatiques et consulaires) (Cf. tableaux 15 et 16).

La répartition annuelle de ces délégations de crédits se présente de la manière suivante :

Tableau 15: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 30 juin 2020 (en milliards de GNF)

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
04	Ministere De L'Administration Du Territoire Et De La Decentralisation	355	439,75	11,93	11,93	0,00
05	Ministere De La Securite Et De La Protection Civile	1	0,65	0,00	0,00	0,00
06	Ministere De La Justice	2	13,04	5,97	5,97	5,97
09	Ministere De L'Economie Et Des Finances	76	1,84	0,00	0,00	0,00
11	Ministere De L'Agriculture	16	313,83	181,12	41,79	38,12
12	Ministere De La Pêche Et De L' Aquaculture	3	2,85	1,50	0,09	0,00
13	Ministere Des Mines Et De La Geologie	3	5,65	0,00	0,00	0,00
14	Ministere Des Travaux Publics	25	482,46	159,63	159,63	21,95
15	Ministere De La Ville Et De L'Amenagement Du Territoire	43	7,79	3,51	0,00	0,00
17	Ministere De L'Hotellerie, Du Tourisme Et De L'Artisanat	3	8,02	2,09	2,09	0,00
18	Ministere De La Sante	82	462,42	134,94	133,14	50,88
19	Ministere De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	1	1,06	0,00	0,00	0,00
20	Ministere De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	44	109,96	46,69	46,69	0,00
21	Ministere De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4	21,25	7,56	7,56	0,00
22	Ministere De La Communication	1	5,50	0,00	0,00	0,00
23	Ministere De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	2	1,58	0,00	0,00	0,00
30	Secretariat General Des Affaires Religieuses	4	1,59	0,00	0,00	0,00
31	Ministere De L'Environnement, Des Eaux Et Forets	24	47,63	29,58	18,69	2,86
32	Ministere Des Transports	1	20,00	0,00	0,00	0,00
34	Ministere De L'Enseignement Superieur Et De La Recherche Scientifique	28	288,79	76,41	76,41	70,10
36	Ministere De L'Energie Et De L'Hydraulique	7	87,00	43,47	4,47	0,00
40	Ministere De L'Elevage Et Des Productions Animales	3	11,17	1,44	1,44	0,00
41	Ministere De L'Industrie, Des Pme Et De La Promotion Du Secteur Prive	3	0,03	0,00	0,00	0,00
43	Ministere De La Culture, Des Sports Et Du Patrimoine Historique	1	5,00	5,00	5,00	0,00
51	Région Administrative De Boké	1	0,57	0,00	0,00	0,00
52	Région Administrative De Faranah	1	0,46	0,00	0,00	0,00
53	Région Administrative De Kankan	1	0,57	0,00	0,00	0,00
54	Région Administrative De Kindia	1	0,57	0,00	0,00	0,00
55	Région Administrative De Labé	1	0,57	0,00	0,00	0,00
56	Région Administrative De Mamou	1	0,34	0,00	0,00	0,00
57	Région Administrative De N'Zérékoré	1	0,69	0,00	0,00	0,00
64	Ministere Du Budget	7	18,21	0,00	0,00	0,00
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	4	23,50	2,00	0,00	0,00
98	Structures Rattachées PRG	2	2,10	2,00	0,00	0,00
Total		752	2 386,43	714,84	514,89	189,89

Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 30 juin 2020 (en milliards de GNF)

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
3	Ministère de la Présidence Charge de la Défense Nationale	11	257,93	148,22	142,92	127,81
7	Ministère des Affaires Étrangères et des Guinéens de l'Étranger	47	375,87	171,13	7,56	93,49
10	Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'État et de la Modernisation de l'Administration	1	1,51	1,00	1,00	1,00
30	Secrétariat Général des Affaires Religieuses	3	39,60	0,00	0,00	0,00
78	Ministère en charge des investissements et du Partenariat Public Privé	1	7,40	3,70	3,70	1,85
98	Structures Rattachées PRG	2	35,89	25,40	25,40	24,51
Total		65	718,20	349,45	180,58	248,66

II.2.5 SITUATION D'EXECUTION DES FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS

Les dépenses relatives aux filets sociaux non contributifs sont l'ensemble des dépenses financées sur ressources intérieures pour appuyer les activités de protection des couches vulnérables sans pour autant solliciter une quelconque contribution ou contrepartie de la part des bénéficiaires.

Les crédits inscrits dans la loi de finances 2020 en faveur des filets sociaux se chiffrent à 842,29 Mds de GNF contre 545,80 Mds de GNF en LFR 2019, soit une augmentation de 296,49 Mds de GNF. Cet accroissement est dû d'une part, à une hausse des crédits de la fonction protection sociale pour 232,5 Mds GNF dont 130 Mds GNF des crédits budgétaires destinés à la réalisation des activités de l'agence nationale d'inclusion économique et sociale et 102,5 Mds au compte du ministère de l'action sociale, d'autre part, à la hausse de l'allocation budgétaire de la fonction santé pour 56,7 Mds dont 55,2 Mds GNF pour le ministère de la santé.

A fin septembre 2020, il a été exécuté 397,55 Mds soit 47,49% au titre des filets sociaux contre 400,85 Mds engagés (49,68%).

Tableau 17: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs

Mois	LFI	Crédits actuels	Engagements		Paiements	
			Crédits engagés	Taux	Crédits payés	Taux
JANVIER	842 292 315 711	842 292 315 711	2 220 154 337	0,26%	2 220 154 337	0,26%
02 Primature	14 883 245 220	14 883 245 220	0		0	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	0		0	
04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation	37 420 584 831	37 420 584 831	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	37 420 584 831	0		0	
05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	

18 Ministère De La Sante	441 680 158 799	441 680 158 799	0		0	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	438 852 158 799	438 852 158 799	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	0		0	
19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	168 356 462 918	168 356 462 918	2 220 154 337		2 220 154 337	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	2 219 670 337		2 219 670 337	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 078 249 612	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	484 000		484 000	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	0		0	
20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	8 000 000 000	8 000 000 000	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	0		0	
21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	3 607 113 418	3 607 113 418	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	0		0	
98 Structures Rattachées PRG	162 700 000 000	162 700 000 000	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	0		0	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
FEVRIER	842 292 315 711	842 292 315 711	55 875 931 385	6,63%	13 858 534 260	1,65%
02 Primature	14 883 245 220	14 883 245 220	0		0	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	0		0	
04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation	37 420 584 831	37 420 584 831	9 355 146 250		9 355 146 250	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	37 420 584 831	9 355 146 250		9 355 146 250	
05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
18 Ministère De La Sante	441 680 158 799	441 680 158 799	19 130 560 150		0	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	438 852 158 799	438 852 158 799	19 130 560 150		0	
Dépenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	0		0	
19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	168 356 462 918	168 356 462 918	8 584 862 235		4 503 388 010	

T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	4 502 424 410		4 502 424 410	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 078 249 612	4 081 474 225		0	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	963 600		963 600	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	0		0	
20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabétisation	8 000 000 000	8 000 000 000	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	0		0	
21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	3 607 113 418	3 607 113 418	901 778 250		0	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	901 778 250		0	
98 Structures Rattachées PRG	162 700 000 000	162 700 000 000	17 903 584 500		0	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	17 903 584 500		0	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
MARS	842 292 315 711	784 962 534 305	62 608 295 967	7,98%	38 765 947 342	4,94%
02 Primature	14 883 245 220	14 883 245 220	2 100 000 000		0	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	2 100 000 000		0	
04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation	37 420 584 831	37 420 584 831	9 355 146 250		9 355 146 250	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	37 420 584 831	9 355 146 250		9 355 146 250	
05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
18 Ministère De La Santé	441 680 158 799	383 750 377 393	19 130 560 150		0	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	438 852 158 799	380 922 377 393	19 130 560 150		0	
T.4 Dépenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	0		0	
19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	168 356 462 918	168 956 462 918	11 217 226 817		9 507 216 592	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	6 807 166 792		6 807 166 792	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 678 249 612	4 408 610 225		2 698 600 000	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	1 449 800		1 449 800	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	0		0	
20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire	8 000 000 000	8 000 000 000	0		0	

T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	0		0	
21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	3 607 113 418	3 607 113 418	901 778 250		0	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	901 778 250		0	
98 Structures Rattachées PRG	162 700 000 000	162 700 000 000	19 903 584 500		19 903 584 500	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	19 903 584 500		19 903 584 500	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
AVRIL	842 292 315 711	784 962 534 305	68 332 460 999	8,71%	62 395 336 238	7,95%
02 Primature	14 883 245 220	14 883 245 220	2 100 000 000		0	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	2 100 000 000		0	
04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation	37 420 584 831	37 420 584 831	9 355 146 250		9 355 146 250	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	37 420 584 831	9 355 146 250		9 355 146 250	
05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
18 Ministère De La Santé	441 680 158 799	383 750 377 393	20 544 560 150		19 130 560 150	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	438 852 158 799	380 922 377 393	19 130 560 150		19 130 560 150	
T.4 Dépenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	1 414 000 000		0	
19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	168 356 462 918	168 956 462 918	13 527 391 849		13 104 267 088	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	9 116 856 624		9 116 856 624	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 678 249 612	4 408 610 225		3 985 485 464	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	1 925 000		1 925 000	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	0		0	
20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	8 000 000 000	8 000 000 000	2 000 000 000		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	2 000 000 000		0	
21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	

T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	3 607 113 418	3 607 113 418	901 778 250		901 778 250	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	901 778 250		901 778 250	
98 Structures Rattachées PRG	162 700 000 000	162 700 000 000	19 903 584 500		19 903 584 500	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	19 903 584 500		19 903 584 500	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
MAI	842 292 315 711	784 962 534 305	332 358 201 042	42,34 %	110 824 279 298	14,12%
02 Primature	14 883 245 220	14 883 245 220	4 200 000 000		2 100 000 000	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	4 200 000 000		2 100 000 000	
04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation	37 420 584 831	37 420 584 831	18 710 292 500		18 710 292 500	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	37 420 584 831	18 710 292 500		18 710 292 500	
05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		0	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		0	
18 Ministère De La Santé	441 680 158 799	383 750 377 393	175 492 804 488		52 951 489 353	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	438 852 158 799	380 922 377 393	174 078 804 488		52 244 489 353	
T.4 Dépenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	1 414 000 000		707 000 000	
19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	168 356 462 918	168 956 462 918	99 304 963 731		14 257 134 695	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	11 783 693 731		9 269 609 831	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 678 249 612	17 443 957 569		3 985 485 464	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	9 638 637 000		1 002 039 400	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	60 438 675 431		0	
20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabétisation	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4 564 250 525	4 564 250 525	2 402 749 323		0	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	2 402 749 323		0	
23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	3 607 113 418	3 607 113 418	1 803 556 500		901 778 250	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	1 803 556 500		901 778 250	
98 Structures Rattachées PRG	162 700 000 000	162 700 000 000	23 903 584 500		19 903 584 500	

T.4 Depenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	23 903 584 500		19 903 584 500	
T.5 Depenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
JUIN	842 292 315 711	804 401 486 621	381 413 216 246	47,42 %	177 617 019 879	22,08%
02 Primature	14 883 245 220	14 883 245 220	4 200 000 000		4 200 000 000	
T.3 Depenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Depenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	4 200 000 000		4 200 000 000	
04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation	37 420 584 831	56 859 537 147	38 149 244 816		18 710 292 500	
T.4 Depenses De Transfert	37 420 584 831	56 859 537 147	38 149 244 816		18 710 292 500	
05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		540 250 000	
T.4 Depenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		540 250 000	
18 Ministère De La Santé	441 680 158 799	383 750 377 393	196 433 465 441		108 573 217 442	
T.3 Depenses De Biens Et Services	438 852 158 799	380 922 377 393	195 019 465 441		19 130 560 150	
T.4 Depenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	1 414 000 000		89 442 657 292	
19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	168 356 462 918	168 956 462 918	110 383 114 989		20 787 897 187	
T.2 Depenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	14 126 279 604		9 424 007 923	
T.3 Depenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 678 249 612	19 968 155 569		3 985 485 464	
T.4 Depenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	11 899 092 400		7 378 403 800	
T.5 Depenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	64 389 587 416		0	
20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
T.4 Depenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
T.4 Depenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	3 607 113 418	3 607 113 418	1 803 556 500		901 778 250	
T.4 Depenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	1 803 556 500		901 778 250	
98 Structures Rattachées PRG	162 700 000 000	162 700 000 000	23 903 584 500		21 903 584 500	
T.4 Depenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	23 903 584 500		21 903 584 500	
T.5 Depenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
JUILLET	842 292 315 711	806 827 197 728	399 709 684 480	49,54 %	264 332 618 222	32,76%
02 Primature	14 883 245 220	14 883 245 220	4 200 000 000		4 200 000 000	

T.3 Depenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Depenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	4 200 000 000		4 200 000 000	
04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation	37 420 584 831	59 285 248 254	47 504 391 066		18 710 292 500	
T.3 Depenses De Biens Et Services	0	2 425 711 107	0		0	
T.4 Depenses De Transfert	37 420 584 831	56 859 537 147	47 504 391 066		18 710 292 500	
05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		540 250 000	
T.4 Depenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		540 250 000	
18 Ministère De La Santé	441 680 158 799	383 750 377 393	196 433 465 441		195 288 815 785	
T.3 Depenses De Biens Et Services	438 852 158 799	380 922 377 393	195 019 465 441		19 130 560 150	
T.4 Depenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	1 414 000 000		176 158 255 635	
19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	168 356 462 918	168 956 462 918	112 728 021 473		20 787 897 187	
T.2 Depenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	16 470 737 288		9 424 007 923	
T.3 Depenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 678 249 612	19 968 155 569		3 985 485 464	
T.4 Depenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	11 899 541 200		7 378 403 800	
T.5 Depenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	64 389 587 416		0	
20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
T.4 Depenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
T.4 Depenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	3 607 113 418	3 607 113 418	1 803 556 500		901 778 250	
T.4 Depenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	1 803 556 500		901 778 250	
98 Structures Rattachées PRG	162 700 000 000	162 700 000 000	30 500 000 000		21 903 584 500	
T.4 Depenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	30 500 000 000		21 903 584 500	
T.5 Depenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
AOUT	842 292 315 711	1 831 380 765 064	903 525 001 417	49,34 %	397 554 495 516	21,71%
02 Primature	14 883 245 220	14 883 245 220	4 200 000 000		4 200 000 000	
T.3 Depenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Depenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	4 200 000 000		4 200 000 000	
04 Ministère De L'Administration Du Territoire	37 420 584 831	59 285 248 254	47 504 391 066		18 710 292 500	

T.3 Dépenses De Biens Et Services	0	2 425 711 107	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	56 859 537 147	47 504 391 066		18 710 292 500	
05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		540 250 000	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		540 250 000	
18 Ministère De La Santé	441 680 158 799	1 409 801 602 451	605 886 155 880		328 510 693 079	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	438 852 158 799	380 922 377 393	233 193 695 880		19 130 560 150	
T.4 Dépenses De Transfert	2 828 000 000	466 103 364 535	179 562 460 000		707 000 000	
T.5 Dépenses D'Investissement	0	562 775 860 523	193 130 000 000		308 673 132 929	
19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	168 356 462 918	168 214 860 191	115 287 091 471		20 787 897 187	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	18 837 375 741		9 424 007 923	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	28 936 646 885	20 331 061 299		3 985 485 464	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	15 679 979 000		7 378 403 800	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	60 438 675 431		0	
20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle	4 564 250 525	3 808 195 530	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	3 808 195 530	0		0	
23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	3 607 113 418	3 607 113 418	3 607 113 000		901 778 250	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	3 607 113 000		901 778 250	
98 Structures Rattachées PRG	162 700 000 000	162 700 000 000	120 500 000 000		21 903 584 500	
T.2 Dépenses De Personnel		2 532 000 000	0		0	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	0	9 468 000 000	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	122 700 000 000	120 500 000 000		21 903 584 500	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	28 000 000 000	0		0	
SEPTEMBRE	842 292 315 711	1 825 508 773 109	820 795 954 113	44,96 %	397 554 495 516	21,78%
02 Primature	14 883 245 220	14 883 245 220	4 200 000 000		4 200 000 000	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	4 200 000 000		4 200 000 000	
04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation	37 420 584 831	59 285 248 254	47 504 391 066		18 710 292 500	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	0	2 425 711 107	0		0	

T.4 Depenses De Transfert	37 420 584 831	56 859 537 147	47 504 391 066		18 710 292 500	
05 Ministère De La Sécurité Et De La Protection Civile	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		540 250 000	
T.4 Depenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		540 250 000	
18 Ministère De La Santé	441 680 158 799	1 409 801 602 451	518 289 440 288		328 510 693 079	
T.3 Depenses De Biens Et Services	438 852 158 799	380 922 377 393	233 193 695 880		19 130 560 150	
T.4 Depenses De Transfert	2 828 000 000	466 103 364 535	180 269 460 000		309 380 132 929	
T.5 Depenses D'Investissement	0	562 775 860 523	104 826 284 408		0	
19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	168 356 462 918	168 214 860 191	117 655 306 709		20 787 897 187	
T.2 Depenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	21 205 155 379		9 424 007 923	
T.3 Depenses De Biens Et Services	29 078 249 612	28 936 646 885	20 331 061 299		3 985 485 464	
T.4 Depenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	15 680 414 600		7 378 403 800	
T.5 Depenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	60 438 675 431		0	
20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
T.4 Depenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
T.4 Depenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	3 607 113 418	3 607 113 418	3 607 113 000		901 778 250	
T.4 Depenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	3 607 113 000		901 778 250	
98 Structures Rattachées PRG	162 700 000 000	156 071 953 050	122 999 453 050		21 903 584 500	
T.2 Depenses De Personnel		2 532 000 000	0		0	
T.3 Depenses De Biens Et Services		2 839 953 050	2 499 453 050		0	
T.4 Depenses De Transfert	32 700 000 000	122 700 000 000	120 500 000 000		21 903 584 500	
T.5 Depenses D'Investissement	130 000 000 000	28 000 000 000	0		0	

III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde de base à fin septembre 2020, se chiffre à -2 340,29 Mds soit -1,60% du PIB contre un objectif plancher de 881,96 Mds, ce qui représente 0,60% du PIB, soit un écart en baisse de -3 222,25 Mds.

Le solde net de gestion s'est établi à -3 183,70 Mds contre un repère à fin septembre de -5 435,13 représentant ainsi un besoin de financement pour la couverture des dépenses publiques.

IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement de 4 942,39 Mds contre des charges de financement de 1 758,69 Mds.

IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de la période se chiffrent à 4 942,39 Mds contre 2 432,82 Mds. Cette réalisation concerne les emprunts pour 6 719,10 Mds et les remboursements de prêts accordés pour – 1 776,91 Mds.

IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 1 758,69 Mds représentant les remboursements du capital des emprunts dont remboursement emprunts intérieurs 1 179,46 Mds et 579,23 Mds en emprunts extérieurs.

Tableau 18: Situation des opérations des administrations publiques à fin septembre 2020

Code NBE	LIBELLE	LFI 2020	prév septembre 2020	réal septembre 2020	Taux	Part
1	RECETTES	21 706,2	13 979,39	12 212,25	87,36%	100,00%
11	RECETTES FISCALES	19 187,1	13 424,92	11 507,45	85,72%	94,23%
	<i>dt Réception Minière</i>	3 068,0	1 463,09	896,47	61,27%	7,34%
	<i>dt Réception Pétrolière</i>					0,00%
	<i>dt TSPP</i>					0,00%
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	4 396,0	3 285,58	2 677,12	81,48%	21,92%
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	352,0	270,92	226,63	83,66%	1,86%
113	Impôts sur le patrimoine	93,3	9,84	7,79	79,16%	0,06%
114	Impôts sur les biens et services	9 952,2	7 264,70	6 418,08	88,35%	52,55%
	dt RER	302,3	286,62	277,45	96,80%	2,27%
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	4 073,5	2 555,92	2 128,31	83,27%	17,43%
116	Autres recettes fiscales .	81,5	37,95	49,52	130,47%	0,41%
12	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 410,0	0,00	0,00		0,00%
13	AUTRES RECETTES	567,7	209,28	359,60	171,83%	2,94%
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	541,4	198,77	198,77	100,00%	1,63%
	BAS FODECON	200,9	146,43	146,43		
	BAS RSU	37,8				
2	DEPENSES	26 730,7	19 414,52	17 714,13	91,24%	100,00%
21	Charges financières de la dette	1 154,0	807,45	807,85	100,05%	4,56%
	<i>Intérêt Dette Intérieure</i>	849,0	607,00	565,18	93,11%	3,19%
	<i>Intérêt Dette Extérieure</i>	305,0	200,45	239,40	119,43%	1,35%
22	Dépenses de personnel	6 141,7	3 968,59	4 502,18	113,45%	25,42%
23	Dépenses de Biens et services	3 908,0	5 105,19	4 359,84	85,40%	24,61%
	dt RER	302,3	277,45	277,45	100,00%	1,57%
24	Dépenses de transfert	5 264,4	3 867,67	4 637,07	119,89%	26,18%
	dt EDG	2 401,0	2 107,03	2 107,03	100,00%	11,89%
SNG	Solde net de gestion (1-2)	-5 024,5	-5 435,13	-5 501,88	101,23%	-31,06%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:					

25	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	9 482,5	5 760,62	3 480,99	60,43%	19,65%
251	IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	9 356,5	5 665,62	3 407,18	60,14%	19,23%
2511	Acquisition d'Immobilisations Corporelles	2 514,5	2 359,09	1 198,14	50,79%	6,76%
2512	Acquisition d'Immobilisations incorporelles	532,1	0,00	0,00		0,00%
2513	Grosses réparations	0,5	0,00	0,00		0,00%
2514	Immobilisations non Produites(finex)	6 842,0	3 306,53	2 209,04		12,47%
NLB	Capacité / besoin de financement (SNG-25)	-14 507,0	-11 195,75	-8 982,87	80,23%	-50,71%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):					
252	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	126,0	95,00	73,81	77,70%	0,42%
2521	Immobilisations financières intérieures	126,0	95,00	73,81	77,70%	0,42%
2522	Autres Immobilisations financières intérieures					
2523	Immobilisations financières extérieures					
2524	Autres Immobilisations financières extérieures					
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	541,4	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
	BAS FODECON	200,9				
	BAS RSU	37,8				
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	7 362,0	2 432,82	4 942,39	203,15%	100,00%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF					0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	0,0	0,00	0,20		0,00%
32	EMPRUNTS	7 155,0	2 432,82	6 719,10	276,19%	135,95%
321	Emprunts Intérieurs	862,0	-172,18	3 501,62	-2033,70%	70,85%
	dt Banque commerciale	862,0	-172,18	3 501,62	-2033,70%	70,85%
322	Emprunts Extérieurs	6 293,0	2 605,00	3 217,48		65,10%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,0	0,00	0,00		0,00%
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	207,0	0,00	-1 776,91	#DIV/0!	-35,95%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,0	0,00	0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,0	0,00	0,00		0,00%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,0	0,00	0,00		0,00%
344	Remboursements de prêts par des particuliers					0,00%
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	207,0	0,00	-1 776,91	#DIV/0!	-35,95%
349	Autres remboursements de prêts	0,0	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
4	CHARGES DE FINANCEMENT	2 337,0	1 364,67	1 758,69	128,87%	100,00%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF					
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 337,0	1 364,67	1 758,69	128,87%	100,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 492,0	984,00	1 179,46	119,86%	67,06%
	dt Banque Centrale	287,0	0,00	0,00		0,00%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	845,0	380,67	579,23	152,16%	32,94%
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR					0,00%
43	PRETS ACCORDES	0,0	0,00	0,00		0,00%
431	Prêts accordés à des Collectivités locales					0,00%
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)					0,00%
433	Prêts accordés à des entreprises					0,00%
434	Prêts accordés à des particuliers					0,00%
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)					0,00%

439	Autres prêts et avances accordés					0,00%
	Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Principaux agrégats et soldes					
	Solde de base	922,30	881,96	-2 340,29	-265,35%	-253,75%
	Solde de base % PIB	0,6%	0,60%	-1,60%	-265,35%	0,00%
	PIB	145 951,0	145 951,0	145 951,0	145 951,0	145 951,0
	Taux de change USD	9 225,3	9 225,3	9 225,3	100,00%	10,002509
	Pression Fiscale hors Dons	13,52%	9,20%	7,88%	85,72%	0,01%

V-CONCLUSION

L'exécution du budget à fin septembre 2020, présente une tendance favorable en recettes et en dépenses. En effet, les recettes ont connu une exécution base encaissement se situant à 93,01% sur la période. Quant aux dépenses, elles se situent à un niveau élevé de 78,90% par rapport à l'objectif à fin septembre 2020.

Comparativement à la situation au 30 septembre 2019, l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2020 fait globalement apparaître une baisse des recettes et des dépenses toutes natures confondues respectivement de 56,18 Mds et 2 232,11 Mds.

Le solde de base à fin septembre 2020 s'est établi à -2 340,29 Mds soit -1,60% différent du repère quantitatif du programme économique de 881,96 Mds (0,60%), soit un dépassement de -3 222,25 Mds.

L'exécution budgétaire au cours de ce semestre a été caractérisée par une contraction des prises en charge de certaines catégories de dépenses, afin de faire face aux charges liées au plan de riposte de la maladie du COVID-19.

Le solde net de gestion s'est établi à -3 183,70 Mds contre un repère à fin septembre de -5 435,13 Mds représentant ainsi un besoin de financement pour la couverture des dépenses publiques.

ANNEXES

TABLEAU 19: EXÉCUTION GLOBALE/PHASE DE LA DÉPENSE ET PAR ADMINISTRATION À FIN SEPTEMBRE 2020 (EN DE MILLIARDS DE GNF)

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement sept	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
					septembre	Taux	septembre	Taux	septembre	Taux	septembre	Taux
Présidence de la Rep	372,20	7,07	379,26	240,68	441,35	183,37%	199,35	82,83%	52,51	21,82%	213,49	88,70%
Primature	87,76	47,37	135,12	58,65	44,92	76,59%	27,98	47,70%	27,98	47,70%	19,87	33,88%
Min.de la Défense	2018,78	0,00	2018,78	1241,41	1555,74	125,32%	972,64	78,35%	972,64	78,35%	93,06	7,50%
Min.Admin.Terr.Dec	847,39	21,86	869,25	278,13	212,33	76,34%	123,32	44,34%	123,32	44,34%	41,39	14,88%
Min.Sécurité.Prof.Ci	358,17	0,00	358,17	203,54	316,11	155,30%	184,24	90,52%	184,24	90,52%	16,57	8,14%
Min.Justice.Gar.Scea	153,34	-0,20	153,14	43,50	168,20	386,68%	125,91	289,44%	125,82	289,25%	0,72	1,66%
Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	-0,13	404,30	231,20	328,87	142,24%	24,94	10,79%	24,94	10,79%	63,89	27,63%
Ministère du Plan	79,94	-0,54	79,40	35,49	51,52	145,15%	38,71	109,07%	38,64	108,87%	2,84	8,00%
Min.Eco.et Finances	180,71	0,00	180,71	101,38	186,80	184,27%	111,83	110,31%	111,83	110,31%	9,55	9,42%
Min. Travail et FP	156,04	-0,68	155,36	62,62	59,51	95,03%	40,11	64,05%	40,11	64,05%	0,67	1,08%
Min.de l'Agr	330,14	134,88	465,02	135,07	239,28	177,15%	221,27	163,81%	123,17	91,19%	30,63	22,68%
Min.Pêche & Aquacul	57,20	0,00	57,20	26,87	36,64	136,35%	22,16	82,46%	22,16	82,46%	0,31	1,17%
Min.Géo.Min	72,33	0,00	72,33	34,24	46,45	135,66%	30,62	89,43%	30,62	89,43%	0,30	0,87%
Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	0,00	762,96	308,23	251,74	81,67%	170,42	55,29%	170,42	55,29%	0,00	0,00%
Min.Urb.Habit. Const	107,57	-0,28	107,29	39,81	71,52	179,66%	53,18	133,59%	53,18	133,59%	0,72	1,81%
Mn.Comm	45,37	-0,16	45,21	25,73	34,82	135,32%	25,51	99,15%	25,51	99,15%	0,26	1,00%
Min. Hotel. Tourisme	40,86	-0,89	39,98	14,75	24,12	163,50%	14,39	97,56%	14,30	96,97%	0,00	0,00%
Min.Santé.Hy.Publiq	1592,35	1 021,09	2613,44	1075,22	1046,08	97,29%	467,77	43,50%	454,17	42,24%	78,51	7,30%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	168,36	-0,14	168,21	73,88	117,46	158,99%	51,05	69,10%	51,05	69,10%	3,99	5,39%
Min. Ens.pré.univ	1985,28	0,00	1985,28	1258,11	1020,06	81,08%	693,10	55,09%	692,87	55,07%	1,60	0,13%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	35,49	290,44	134,02	192,88	143,92%	81,77	61,01%	81,77	61,01%	0,48	0,36%
Minist. Information	46,00	0,00	46,00	16,37	32,49	198,45%	23,43	143,09%	23,43	143,09%	1,70	10,37%

Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	57,04	27,33	31,96	116,92%	17,89	65,45%	17,89	65,45%	0,00	0,00%
Assemblée.Nationale	188,78	64,63	253,41	112,97	263,66	233,38%	154,93	137,14%	154,93	137,14%	0,00	0,00%
Cour Suprême	26,39	0,00	26,39	19,03	39,60	208,10%	27,64	145,25%	27,64	145,25%	0,00	0,00%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	9,48	9,56	100,84%	6,37	67,22%	6,37	67,22%	0,00	0,00%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	13,76	27,51	200,00%	16,71	121,48%	16,71	121,48%	0,00	0,00%
Secr. Gal Gouv	8,70	0,00	8,70	3,58	9,59	267,80%	4,75	132,69%	4,75	132,69%	0,00	0,00%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	-1,79	24,18	11,42	17,50	153,24%	7,40	64,85%	8,55	74,85%	0,43	3,73%
Sec. Affair.Relig.	66,62	0,00	66,62	19,45	11,14	57,27%	7,81	40,17%	7,81	40,17%	0,04	0,22%
Min.Environ.Eaux.For	218,82	0,00	218,82	119,65	154,90	129,47%	95,41	79,75%	94,96	79,37%	16,52	13,80%
Ministère Transports	84,82	8,00	92,82	42,24	51,49	121,90%	37,77	89,41%	37,77	89,41%	3,05	7,22%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	8,46	8,65	102,19%	5,76	68,10%	5,76	68,10%	0,00	0,00%
Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	-0,54	816,55	381,04	566,25	148,61%	268,88	70,57%	268,88	70,57%	23,11	6,06%
Grands Projets	122,72	0,00	122,72	113,00	33,84	29,95%	12,55	11,11%	12,55	11,11%	0,00	0,00%
Min.Etat Energie Env	2526,44	693,17	3219,61	1805,53	2398,04	132,82%	1382,24	76,56%	788,62	43,68%	0,30	0,02%
Min. Tél. Econ.Num	78,57	-4,00	74,57	28,99	40,51	139,76%	12,51	43,14%	12,51	43,14%	0,00	0,00%
Ministère Elevage	40,15	0,00	40,15	20,58	15,88	77,15%	7,87	38,25%	7,87	38,25%	0,25	1,21%
Min.Industrie et PME	54,07	19,96	74,03	19,79	48,95	247,32%	31,03	156,79%	31,03	156,79%	4,08	20,62%
Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	-0,79	187,27	75,01	144,23	192,28%	104,94	139,90%	104,94	139,90%	47,22	62,96%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	2,22	5,22	234,71%	0,80	36,12%	0,80	36,12%	0,00	0,00%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	4,12	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	130,62	3,46	134,08	68,36	68,56	100,28%	35,23	51,53%	35,23	51,53%	10,22	14,95%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	12,01	14,42	120,08%	10,25	85,35%	10,25	85,35%	0,00	0,00%
CENI	323,55	0,00	323,55	221,95	313,63	141,31%	117,78	53,07%	117,78	53,07%	106,39	47,93%
Cours.Const	21,99	0,00	21,99	23,21	100,10	431,22%	42,71	183,98%	42,71	183,98%	0,00	0,00%
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	29,74	42,73	143,69%	33,46	112,49%	33,46	112,49%	0,00	0,00%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	1,20	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	1,63	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	5,04	4,49	89,09%	3,00	59,60%	3,00	59,60%	0,00	0,00%
Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	15,02	3,41	10,72	314,28%	6,44	188,84%	6,44	188,84%	0,20	5,86%

Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	26,81	0,00	26,81	9,61	18,72	194,76%	14,43	150,13%	14,43	150,13%	1,61	16,75%
Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	25,20	14,27	10,84	75,95%	8,19	57,40%	8,19	57,40%	3,41	23,92%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	25,13	205,83	74,74	138,80	185,72%	71,21	95,28%	71,21	95,28%	30,75	41,15%
Ministère du travail et des lois sociales	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00	#DIV/0!	71,21	#DIV/0!	71,21	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	0,00	5,00	5,00	0,00	1,00	#DIV/0!	71,21	#DIV/0!	71,21	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Autres dépenses de la présidence de la république	230,41	45,80	276,21	280,06	164,91	58,88%	42,54	15,19%	42,54	15,19%	7,81	2,79%
Dépenses Communes	4163,00	596,55	4759,54	3016,38	3596,32	119,23%	705,72	23,40%	705,72	23,40%	602,90	19,99%
Total	19 888,72	2 724,32	22 613,03	12 238,19	14 847,61	121,32%	7 140,36	58,34%	6 288,42	51,38%	1 438,82	11,76%

Tableau 20: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin septembre 2020 (en de milliards de gnf)

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modificati ons	Crédits Actuels	Plan d'Engage ment juin	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	372,20	7,07	379,26	240,68	0,00	0%	108,84	45,22%	332,51	138,15%	0,01	0,00%	0,00	0,00%	441,35	183,37%
Primature	87,76	47,37	135,12	58,65	0,00	0%	3,65	6,23%	35,56	60,64%	4,20	7,16%	1,50	2,56%	44,92	76,59%
Min.de la Défense	2018,78	0,00	2018,78	1241,41	0,00	0%	1170,61	94,30%	152,24	12,26%	198,96	16,03 %	33,93	2,73%	1 555,74	125,32%
Min.Admin.Terr.Dec	847,39	21,86	869,25	278,13	0,00	0%	41,32	14,85%	106,12	38,15%	51,33	18,45 %	13,57	4,88%	212,33	76,34%
Min.Sécurité.Prot.Ci	358,17	0,00	358,17	203,54	0,00	0%	258,74	127,12%	47,42	23,30%	5,96	2,93%	3,99	1,96%	316,11	155,30%
Min.Justice.Gar.Sce a	153,34	-0,20	153,14	43,50	0,00	0%	127,08	292,15%	2,96	6,79%	12,07	27,74 %	26,10	60,00%	168,20	386,68%
Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	-0,13	404,30	231,20	0,00	0%	82,61	35,73%	184,30	79,71%	55,00	23,79 %	6,95	3,01%	328,87	142,24%
Ministère du Plan	79,94	-0,54	79,40	35,49	0,00	0%	19,41	54,69%	11,87	33,44%	3,73	10,52 %	16,50	46,50%	51,52	145,15%
Min.Eco.et Finances	180,71	0,00	180,71	101,38	0,00	0%	136,67	134,82%	30,20	29,79%	2,23	2,20%	17,69	17,45%	186,80	184,27%
Min. Travail et FP	156,04	-0,68	155,36	62,62	0,00	0%	37,75	60,29%	4,15	6,63%	17,60	28,11 %	0,00	0,00%	59,51	95,03%
Min.de l'Agr	330,14	134,88	465,02	135,07	0,00	0%	118,14	87,46%	100,66	74,52%	2,92	2,16%	17,56	13,00%	239,28	177,15%
Min.Pêche & Aquacul	57,20	0,00	57,20	26,87	0,00	0%	28,22	105,02%	3,65	13,59%	1,68	6,26%	3,09	11,48%	36,64	136,35%
Min.Géo.Min	72,33	0,00	72,33	34,24	0,00	0%	34,41	100,51%	2,10	6,12%	9,94	29,03 %	0,00	0,00%	46,45	135,66%
Min.EtatTravaux.Pu b.	762,96	0,00	762,96	308,23	0,00	0%	16,23	5,26%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	235,51	76,41%	251,74	81,67%
Min.Urb.Habit. Const	107,57	-0,28	107,29	39,81	0,00	0%	26,77	67,24%	2,30	5,78%	14,14	35,51 %	28,32	71,13%	71,52	179,66%
Mn.Comm	45,37	-0,16	45,21	25,73	0,00	0%	26,96	104,77%	2,98	11,58%	4,51	17,54 %	0,37	1,44%	34,82	135,32%
Min. Hotel. Tourisme	40,86	-0,89	39,98	14,75	0,00	0%	12,77	86,54%	1,66	11,28%	5,60	37,98 %	4,09	27,70%	24,12	163,50%
Min.Santé.Hy.Publiq	1592,35	1021,09	2613,44	1075,22	0,00	0%	216,04	20,09%	322,85	30,03%	329,70	30,66 %	177,49	16,51%	1 046,08	97,29%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	168,36	-0,14	168,21	73,88	0,00	0%	21,21	28,70%	20,13	27,25%	15,68	21,23 %	60,44	81,81%	117,46	158,99%
Min. Ens.pré.univ	1985,28	0,00	1985,28	1258,11	0,00	0%	898,72	71,43%	107,97	8,58%	9,59	0,76%	3,79	0,30%	1 020,06	81,08%

Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	35,49	290,44	134,02	0,00	0%	107,40	80,14%	39,81	29,70%	27,32	20,38 %	18,35	13,69%	192,88	143,92%
Minist. Information	46,00	0,00	46,00	16,37	0,00	0%	21,04	128,53%	2,46	15,01%	0,68	4,16%	8,31	50,75%	32,49	198,45%
Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	57,04	27,33	0,00	0%	12,86	47,05%	1,55	5,67%	9,51	34,80 %	8,04	29,40%	31,96	116,92%
Assemblée.National e	188,78	64,63	253,41	112,97	0,00	0%	111,14	98,38%	0,00	0,00%	152,52	135,00 %	0,00	0,00%	263,66	233,38%
Cour Suprême	26,39	0,00	26,39	19,03	0,00	0%	26,63	139,92%	0,00	0,00%	12,81	67,32 %	0,16	0,86%	39,60	208,10%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	9,48	0,00	0%	1,24	13,09%	0,00	0,00%	8,32	87,75 %	0,00	0,00%	9,56	100,84%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	13,76	0,00	0%	21,18	154,01%	0,00	0,00%	6,33	45,99 %	0,00	0,00%	27,51	200,00%
Secr. Gal Gouv	8,70	0,00	8,70	3,58	0,00	0%	6,55	182,82%	3,04	84,97%	0,00	0,02%	0,00	0,00%	9,59	267,80%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	-1,79	24,18	11,42	0,00		12,80	112,09%	4,70	41,13%	0,00	0,02%	0,00	0,00%	17,50	153,24%
Sec. Affair.Relig.	66,62	0,00	66,62	19,45	0,00	0%	5,31	27,33%	0,08	0,40%	2,49	12,81 %	3,25	16,73%	11,14	57,27%
Min.Environ.Eaux.Fo r	218,82	0,00	218,82	119,65	0,00	0%	88,16	73,68%	35,53	29,70%	15,61	13,05 %	15,61	13,04%	154,90	129,47%
Ministère Transports	84,82	8,00	92,82	42,24	0,00	0%	30,05	71,15%	5,05	11,96%	15,58	36,89 %	0,80	1,89%	51,49	121,90%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	8,46	0,00	0%	0,45	5,33%	0,00	0,00%	8,20	96,86 %	0,00	0,00%	8,65	102,19%
Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	-0,54	816,55	381,04	0,00	0%	263,07	69,04%	47,37	12,43%	245,59	64,45 %	10,22	2,68%	566,25	148,61%
Grands Projets	122,72	0,00	122,72	113,00	0,00	0%	0,42	0,37%	0,00	0,00%	15,64	13,84 %	17,77	15,73%	33,84	29,95%
Min.Etat Energie Env	2526,44	693,17	3219,61	1805,53	0,00	0%	14,52	0,80%	5,07	0,28%	2317,05	128,33 %	61,40	3,40%	2 398,04	132,82%
Min. Tél. Econ.Num	78,57	-4,00	74,57	28,99	0,00	0%	17,41	60,08%	1,09	3,77%	2,00	6,91%	20,00	69,00%	40,51	139,76%
Ministère Elevage	40,15	0,00	40,15	20,58	0,00	0%	8,34	40,52%	6,14	29,82%	0,00	0,01%	1,40	6,79%	15,88	77,15%
Min.Industrie et PME	54,07	19,96	74,03	19,79	0,00	0%	13,73	69,37%	13,21	66,77%	11,50	58,13 %	10,50	53,06%	48,95	247,32%
Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	-0,79	187,27	75,01	0,00	0%	35,76	47,68%	91,67	122,21%	8,73	11,64 %	8,07	10,75%	144,23	192,28%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	2,22	0,00	0%	0,86	38,71%	4,36	196,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5,22	234,71%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	4,12	0,00	0	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%

Min.du Budget	130,62	3,46	134,08	68,36	0,00	0%	37,19	54,40%	23,46	34,32%	0,30	0,44%	7,60	11,12%	68,56	100,28%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	12,01	0,00	0%	10,67	88,85%	0,00	0,00%	3,75	31,23%	0,00	0,00%	14,42	120,08%
CENI	323,55	0,00	323,55	221,95	0,00	0%	8,06	3,63%	296,54	133,61%	9,04	4,07%	0,00	0,00%	313,63	141,31%
Cours.Const	21,99	0,00	21,99	23,21	0,00	0%	86,17	371,23%	0,00	0,00%	13,92	59,99%	0,00	0,00%	100,10	431,22%
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	29,74	0,00	0%	11,18	37,58%	0,00	0,00%	31,56	106,11%	0,00	0,00%	42,73	143,69%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	1,20	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	1,63	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	5,04	0,00	0%	2,30	45,52%	0,00	0,00%	2,20	43,57%	0,00	0,00%	4,49	89,09%
Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	15,02	3,41	0,00	0%	4,99	146,36%	4,95	145,01%	0,00	0,01%	0,78	22,89%	10,72	314,28%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	26,81	0,00	26,81	9,61	0,00	0%	3,02	31,46%	8,15	84,81%	5,55	57,69%	2,00	20,80%	18,72	194,76%
Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	25,20	14,27	0,00	0%	2,43	17,02%	8,11	56,82%	0,00	0,00%	0,30	2,10%	10,84	75,95%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	25,13	205,83	74,74	0,00	0%	2,37	3,17%	61,69	82,54%	51,92	69,47%	22,82	30,53%	138,80	185,72%
Ministère du travail et des lois sociales	0,00	5,00	5,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	2,65	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	2,35	#DIV/0!	5,00	#DIV/0!
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	0,00	5,00	5,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	1,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	1,00	#DIV/0!
Autres dépenses de la présidence de la république	230,41	45,80	276,21	280,06	0,00	0%	0,00	0,00%	22,63	8,08%	140,28	50,09%	2,00	0,71%	164,91	58,88%
Dépenses Communes	4163,00	596,55	4759,54	3016,38	807,85	27%	705,47	23,39%	1175,22	38,96%	758,17	25,14%	149,60	4,96%	3 596,32	119,23%
Total	19 888,72	2 724,32	22 613,03	12 238,19	807,85	6,60%	5 058,94	41,34%	3 337,155	27,27%	4 621,45	37,76%	1 022,220	8,35%	14 847,61	121,32%

Tableau 21: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin septembre 2020 en de milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFI(1)	Modificati ons	Crédits Actuels	Plan d'Engage ment septembr e	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement ressource propres		Depenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL	
					septembr e	TAUX	septembr e	TAUX	septem bre	TAUX	septem bre	TAUX	septem bre	TAUX	septem bre	TAUX	septem bre	TAUX	septem bre	TAUX
Présidence de la Rep	372,20	7,07	379,26	240,68	0,00	0,00%	53,15	22,08%	213,49	88,70%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	266,64	110,78%
Primature	87,76	47,37	135,12	58,65	0,00	0,00%	1,68	2,87%	19,87	33,88%	4,20	7,16%	1,50	2,56%	0,00	0,00%	1,50	2,56%	27,25	46,47%
Min.de la Défense	2018,78	0,00	2018,78	1241,41	0,00	0,00%	755,16	60,83%	93,06	7,50%	131,74	10,61 %	33,92	2,73%	0,00	0,00%	33,92	2,73%	1013,88	81,67%
Min.Admin.Terr.Dec	847,39	21,86	869,25	278,13	0,00	0,00%	22,83	8,21%	41,39	14,88%	20,62	7,42%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	84,84	30,50%
Min.Sécurité.Prot.Ci	358,17	0,00	358,17	203,54	0,00	0,00%	104,34	51,26%	16,57	8,14%	1,99	0,98%	1,62	0,80%	0,00	0,00%	1,62	0,80%	124,52	61,17%
Min.Justice.Gar.Scea	153,34	-0,20	153,14	43,50	0,00	0,00%	61,00	140,23%	0,72	1,66%	9,57	21,99 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	71,29	163,88%
Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	-0,13	404,30	231,20	0,00	0,00%	29,07	12,57%	63,89	27,63%	11,45	4,95%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	104,41	45,16%
Ministère du Plan	79,94	-0,54	79,40	35,49	0,00	0,00%	9,69	27,31%	2,84	8,00%	1,31	3,68%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	13,84	38,99%
Min.Eco.et Finances	180,71	0,00	180,71	101,38	0,00	0,00%	64,62	63,74%	9,55	9,42%	0,23	0,22%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	74,40	73,38%
Min. Travail et FP	156,04	-0,68	155,36	62,62	0,00	0,00%	16,89	26,98%	0,67	1,08%	6,37	10,17 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	23,94	38,23%
Min.de l'Agr	330,14	134,88	465,02	135,07	0,00	0,00%	73,57	54,47%	30,63	22,68%	0,89	0,66%	5,79	4,29%	325,56	17,84 %	331,35	245,31 %	436,44	323,11%
Min.Pêche & Aquacul	57,20	0,00	57,20	26,87	0,00	0,00%	12,53	46,62%	0,31	1,17%	0,57	2,12%	0,00	0,00%	32,31	1,77%	32,31	120,22 %	45,72	170,13%
Min.Géo.Min	72,33	0,00	72,33	34,24	0,00	0,00%	14,90	43,52%	0,30	0,87%	3,44	10,03 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	18,63	54,41%
Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	0,00	762,96	308,23	0,00	0,00%	7,24	2,35%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	21,95	7,12%	476,69	26,12 %	498,64	161,77 %	505,88	164,12%
Min.Urb.Habit. Const	107,57	-0,28	107,29	39,81	0,00	0,00%	13,08	32,86%	0,72	1,81%	0,55	1,38%	0,00	0,00%	28,38	1,55%	28,38	71,28%	42,73	107,32%
Mn.Comm	45,37	-0,16	45,21	25,73	0,00	0,00%	13,55	52,68%	0,26	1,00%	1,51	5,86%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15,32	59,54%
Min. Hotel. Tourisme	40,86	-0,89	39,98	14,75	0,00	0,00%	5,20	35,27%	0,00	0,00%	2,80	18,99 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	8,00	54,26%
Min.Santé.Hy.Publiq	1592,35	1021,09	2613,44	1075,22	0,00	0,00%	130,68	12,15%	78,51	7,30%	50,53	4,70%	8,03	0,75%	320,40	17,55 %	328,43	30,55%	588,15	54,70%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	168,36	-0,14	168,21	73,88	0,00	0,00%	9,42	12,76%	3,99	5,39%	7,38	9,99%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20,79	28,14%
Min. Ens.pré.univ	1985,28	0,00	1985,28	1258,11	0,00	0,00%	581,02	46,18%	1,60	0,13%	3,85	0,31%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	586,47	46,62%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	35,49	290,44	134,02	0,00	0,00%	30,68	22,89%	0,48	0,36%	17,73	13,23 %	0,00	0,00%	0,91	0,05%	0,91	0,68%	49,79	37,15%
Minist. Information	46,00	0,00	46,00	16,37	0,00	0,00%	9,10	55,61%	1,70	10,37%	0,00	0,02%	2,78	16,98 %	0,00	0,00%	2,78	16,98%	13,59	82,97%

Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	57,04	27,33	0,00	0,00%	6,41	23,44%	0,00	0,00%	3,42	12,50 %	0,00	0,00%	11,25	0,62%	11,25	41,15%	21,07	77,08%
Assemblée.Nationale	188,78	64,63	253,41	112,97	0,00	0,00%	38,71	34,27%	0,00	0,00%	96,57	85,48 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	135,29	119,75%
Cour Suprême	26,39	0,00	26,39	19,03	0,00	0,00%	14,06	73,87%	0,00	0,00%	8,54	44,88 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	22,60	118,75%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	9,48	0,00	0,00%	0,56	5,87%	0,00	0,00%	5,55	58,50 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	6,10	64,37%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	13,76	0,00	0,00%	6,70	48,69%	0,00	0,00%	4,22	30,66 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10,91	79,35%
Secr. Gal Gouv	8,70	0,00	8,70	3,58	0,00	0,00%	2,86	79,78%	0,00	0,00%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,86	79,79%
Minstere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	-1,79	24,18	11,42	0,00		4,33		0,43		0,00		0,00		0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,76	41,67%
Sec. Affair.Relig.	66,62	0,00	66,62	19,45	0,00	0,00%	2,35	12,08%	0,04	0,22%	0,83	4,27%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,22	16,58%
Min.Environ.Eaux.For	218,82	0,00	218,82	119,65	0,00	0,00%	40,02	33,45%	16,52	13,80%	5,13	4,29%	2,67	2,23%	39,46	2,16%	42,13	35,21%	103,79	86,75%
Ministère Transports	84,82	8,00	92,82	42,24	0,00	0,00%	13,79	32,64%	3,05	7,22%	8,01	18,95 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24,85	58,82%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	8,46	0,00	0,00%	0,20	2,32%	0,00	0,00%	5,47	64,58 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5,66	66,89%
Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	-0,54	816,55	381,04	0,00	0,00%	132,30	34,72%	23,11	6,06%	113,79	29,86 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	269,19	70,65%
Grands Projets	122,72	0,00	122,72	113,00	0,00	0,00%	0,19	0,17%	0,00	0,00%	4,55	4,02%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,74	4,19%
Min.Etat Energie Env	2526,44	693,17	3219,61	1805,53	0,00	0,00%	6,30	0,35%	0,30	0,02%	1401,68	77,63 %	0,00	0,00%	460,72	25,24 %	460,72	25,52%	1869,00	103,52%
Min. Tél. Econ.Num	78,57	-4,00	74,57	28,99	0,00	0,00%	7,69	26,52%	0,00	0,00%	1,00	3,46%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	8,69	29,98%
Ministère Elevage	40,15	0,00	40,15	20,58	0,00	0,00%	3,77	18,30%	0,25	1,21%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,02	19,51%
Min.Industrie et PME	54,07	19,96	74,03	19,79	0,00	0,00%	5,97	30,18%	4,08	20,62%	5,75	29,06 %	2,50	12,63 %	22,87	1,25%	25,37	128,22 %	41,18	208,09%
Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	-0,79	187,27	75,01	0,00	0,00%	13,49	17,98%	47,22	62,96%	5,74	7,65%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	66,46	88,59%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	2,22	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	4,12	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	106,60	5,84%	106,60	2589,95 %	106,60	2589,95 %
Min.du Budget	130,62	3,46	134,08	68,36	0,00	0,00%	15,77	23,07%	10,22	14,95%	0,01	0,01%	0,67	0,98%	0,00	0,00%	0,67	0,98%	26,67	39,01%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	12,01	0,00	0,00%	5,82	48,48%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5,82	48,48%
CENI	323,55	0,00	323,55	221,95	0,00	0,00%	3,58	1,61%	106,39	47,93%	6,03	2,71%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	115,99	52,26%
Cours.Const	21,99	0,00	21,99	23,21	0,00	0,00%	22,12	95,31%	0,00	0,00%	3,36	14,49 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25,49	109,80%
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	29,74	0,00	0,00%	4,97	16,70%	0,00	0,00%	26,01	87,44 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	30,97	104,14%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	1,20	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%

Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	1,63	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	5,04	0,00	0,00%	0,87	17,21%	0,00	0,00%	0,73	14,52%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,60	31,74%
Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	15,02	3,41	0,00	0,00%	1,95	57,22%	0,20	5,86%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,15	63,09%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	26,81	0,00	26,81	9,61	0,00	0,00%	1,50	15,58%	1,61	16,75%	1,85	19,23%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,96	51,56%
Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	25,20	14,27	0,00	0,00%	1,01	7,07%	3,41	23,92%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,42	30,99%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	25,13	205,83	74,74	0,00	0,00%	0,46	0,61%	30,75	41,15%	6,25	8,36%	13,38	17,90%	0,00	0,00%	13,38	17,90%	50,83	68,02%
Ministère du travail et des lois sociales	0,00	5,00	5,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	0,00	5,00	5,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Autres dépenses de la présidence de la république	230,41	45,80	276,21	280,06	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7,81	2,79%	30,79	10,99%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	38,59	13,78%
Dépenses Communes	4163,00	596,55	4759,54	3016,38	807,85	0,00%	247,17	8,19%	602,90	19,99%	458,76	15,21%	73,81	2,45%	0,00	0,00%	73,81	2,45%	2190,49	72,62%
Total yc finex	26 730,72	2 724,32	22 613,03	12 238,19	807,85	0,00%	2 624,31	21,44%	1 438,82	11,76%	2 480,74	20,27%	168,62	1,38%	1 825,15	100,00%	1 993,77	16,29%	9 345,50	76,36%

Tableau 22: Ventilation du budget en fonction des piliers du pndes à fin septembre 2020 (en milliards de GNF)

Piliers	LFI 2020 (1)	Plan d'Engagement septemmbree(2)	Engagements jan-septemmbre (3)	Paiements jan-septemmbre (4)	Taux d'exécution (5=3/2)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	10 346,40	6 596,75	8 113,50	1 868,70	122,99%
FINEX	353,64	265,23	0	106,5955	0
Transformation économique durable et inclusive	4 212,35	2 505,14	3 273,13	451,79	130,66%
FINEX	5 773,54	4330,15	0,00	1 385,99	0
Développement inclusif du capital humain	5 109,13	3 040,98	3 151,40	526,89	103,63%
FINEX	342,65	256,99		332,5637	
Gestion durable du capital naturel	220,84	95,32	309,58	7,23	324,79%
FINEX	372,17	279,13	0	0	
Total	19 888,72	12 238,19	14 847,61	2 854,62	121,32%
Total FINEX	6 842,00	5 131,50	0,00	1 825,15	0,00%
Total général	26 730,72	17 369,69	14 847,61	4 679,76	85,48%

Tableau 23: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en de milliards de GNF

collectivités	Crédit		Exécution fin septembre 2020		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ensemble Ville De Conakry	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Kaloum	1	0,07	0,00	0	0,00%
Dixinn	1	0,07	0,00	0	0,00%
Matam	1	0,07	0,00	0	0,00%
Ratoma	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Matoto	2	0,10	0,00	0	0,00%
Boke	10	0,29	0,00	0	0,00%
Boffa	8	0,23	0,00	0	0,00%
Fria	4	0,13	0,00	0	0,00%
Gaoual	8	0,23	0,00	0	0,00%
Koundara	7	0,21	0,00	0	0,00%
Faranah	12	0,34	0,00	0	0,00%
Dabola	9	0,26	0,00	0	0,00%
Dinguiraye	8	0,23	0,00	0	0,00%
Kissidougou	13	0,36	0,00	0	0,00%
Kankan	13	0,37	0,00	0	0,00%
Kerouane	8	0,23	0,00	0	0,00%
Kouroussa	12	0,33	0,00	0	0,00%
Mandiana	12	0,33	0,00	0	0,00%
Siguiri	13	0,36	0,00	0	0,00%
Kindia	10	0,29	0,00	0	0,00%
Coyah	4	0,13	0,00	0	0,00%
Dubreka	7	0,21	0,00	0	0,00%
Forecariah	10	0,28	0,00	0	0,00%
Telemele	14	0,39	0,00	0	0,00%
Labe	14	0,40	0,00	0	0,00%
Koubia	6	0,18	0,00	0	0,00%
Lelouma	11	0,31	0,00	0	0,00%
Mali	13	0,36	0,00	0	0,00%
Tougue	10	0,28	0,00	0	0,00%
Mamou	15	0,42	0,00	0	0,00%
Dalaba	10	0,28	0,00	0	0,00%
Pita	12	0,33	0,00	0	0,00%
N'Zerekore	11	0,32	0,00	0	0,00%
Beyla	14	0,39	0,00	0	0,00%
Gueckedou	10	0,28	0,00	0	0,00%
Lola	9	0,26	0,00	0	0,00%
Macenta	15	0,41	0,00	0	0,00%
Yomou	7	0,21	0,00	0	0,00%
Total general	344	9,94	0,00	0	0,00%

Tableau 24: Etat d'exécution des subventions et transferts hors collectivités en milliards de GNF

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin septembre 2020		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	1	0,02	0,01	1	41,27%
Primature	2	8,56	4,20	2	49,04%
Ministère de la Défense Nationale	5	261,90	152,16	4	58,10%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	11	64,54	40,71	7	63,08%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	6,85	5,65	6	82,42%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	8	24,31	10,44	7	42,95%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	1	55,00	12,28	1	22,33%
Ministère du Plan	6	7,50	3,17	6	42,20%
Ministère de l'Economie et des Finances	3	2,98	1,59	2	53,36%
Ministère Travail et Fonction Publique	10	27,79	14,14	10	50,89%
Ministère de l'Agriculture	7	9,05	2,89	6	31,96%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	8	5,24	0,82	5	15,71%
Ministère Mines, Géologie	6	9,96	7,94	5	79,70%
Ministere Des Travaux Publics	2	0,01	0,00	2	19,99%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	5	27,19	13,59	5	49,99%
Ministère du Commerce	4	6,05	4,51	4	74,52%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	1	5,60	2,80	1	50,00%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	167	202,00	101,00	167	50,00%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Feminine & Enfance	12	29,52	11,64	11	39,43%
Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	7	16,48	9,48	5	57,54%
Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	13	56,60	27,31	6	48,25%
Ministère de l'Information	5	1,83	0,43	3	23,49%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	7	13,66	6,83	7	50,02%
Assemblée.Nationale	2	132,72	96,57	1	72,77%
Cour Suprême de l'Etat	1	17,08	8,54	1	50,00%
Haute Autorité de la Communication	2	14,42	5,55	1	38,46%
Conseil Economique et Social	1	11,92	4,22	1	35,40%
Secretariat Général du Gouvernement	1	0,05	0,00	0	0,00%
Sécrétariat Général aux Affaires Religieuses	9	42,92	1,66	6	3,87%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forets	9	16,40	15,13	5	92,27%
Ministère des Transports	8	24,18	13,76	3	56,88%

Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	3	10,93	5,47	3	50,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	137	486,43	132,16	129	27,17%
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	22,19	9,09	1	40,99%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	4	2402,00	1738,68	3	72,38%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	2	4,07	1,00	2	24,61%
Ministère de l'Elevage	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Ministère industries et des PME	5	11,51	5,75	5	50,00%
Ministère Culture Arts et Patrimoine	8	13,46	7,72	8	57,34%
Ministère du Budget	3	0,79	0,01	2	1,07%
Médiateur de la République	1	5,00	2,50	1	50,00%
Commission Electorale Nationale Indépendante	1	12,05	6,03	1	50,00%
Cours Constitutionnelle	1	15,61	3,36	1	21,55%
Cour des Comptes	1	37,11	26,01	1	70,08%
Haute Cour de Justice	1	1,59	0,00	0	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	2,17	0,00	0	0,00%
Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	1	2,93	1,46	1	50,00%
Ministere De L'Unite Nationale Et De La Citoyennete	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	7,40	3,70	1	50,00%
Ministère des hydrocarbures	1	0,50	0,00	0	
ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	5	95,37	8,62	4	9,04%
Autres depenses de la presidence de la republique	13	80,06	33,84	10	
Dépenses communes	12	999,89	458,76	3	45,88%
Total	533	5 313,38	3 023,16	467	56,90%

Tableau 25: Situation résumée des opérations budgétaires de l'état (en milliards de GNF)

LIBELLE	LFI 2020	prév septembre 2020	réal septembre 2020	Taux	Part
RECETTES	21 706,2	13 979,39	12 212,25	87,36%	100,00%
RECETTES FISCALES	19 187,1	13 424,92	11 507,45	85,72%	94,23%
<i>dt Recette Minière</i>	3 068,0	1 463,09	896,47	61,27%	7,34%
<i>dt Recette Pétrolière</i>					0,00%
<i>dt TSPP</i>					0,00%
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	4 396,0	3 285,58	2 677,12	81,48%	21,92%
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	352,0	270,92	226,63	83,66%	1,86%
Impôts sur ne patrimoine	93,3	9,84	7,79	79,16%	0,06%
Impôts sur les biens et services	9 952,2	7 264,70	6 418,08	88,35%	52,55%
dt RER	302,3	286,62	277,45	96,80%	2,27%
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	4 073,5	2 555,92	2 128,31	83,27%	17,43%
Autres recettes fiscales .	81,5	37,95	49,52	130,47%	0,41%
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 410,0	0,00	0,00		0,00%
AUTRES RECETTES	567,7	209,28	359,60	171,83%	2,94%
BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	541,4	198,77	198,77	100,00%	1,63%
BAS FODECON	200,9	146,43	146,43		
BAS RSU	37,8				
DEPENSES	26 730,7	19 414,52	17 714,13	91,24%	100,00%
Charges financières de la dette	1 154,0	807,45	807,85	100,05%	4,56%
Intérêt Dette Intérieure	849,0	607,00	565,18	93,11%	3,19%
Intérêt Dette Extérieure	305,0	200,45	239,40	119,43%	1,35%
Dépenses de personnel	6 141,7	3 968,59	4 502,18	113,45%	25,42%
Dépenses de Biens et services	3 908,0	5 105,19	4 359,84	85,40%	24,61%
dt RER	302,3	277,45	277,45	100,00%	1,57%
Dépenses de transfert	5 264,4	3 867,67	4 637,07	119,89%	26,18%
dt EDG	2 401,0	2 107,03	2 107,03	100,00%	11,89%
Solde net de gestion (1-2)	-5 024,5	-5 435,13	-5 501,88	101,23%	-31,06%
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:					
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	9 482,5	5 760,62	3 480,99	60,43%	19,65%
IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	9 356,5	5 665,62	3 407,18	60,14%	19,23%
Acquisition d'Immobilisations Corporelles	2 514,5	2 359,09	1 198,14	50,79%	6,76%
Acquisition d'Immobilisations incorporelles	532,1	0,00	0,00		0,00%
Grosses réparations	0,5	0,00	0,00		0,00%
Immobilisations non Produites(finex)	6 842,0	3 306,53	2 209,04		12,47%
Capacité / besoin de financement (SNG-25)	-14 507,0	-11 195,75	-8 982,87	80,23%	-50,71%
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	126,0	95,00	73,81	77,70%	0,42%
Immobilisations financières intérieures	126,0	95,00	73,81	77,70%	0,42%
Autres Immobilisations financières intérieures					
Immobilisations financières extérieures					
Autres Immobilisations financières extérieures					

BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	541,4	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
BAS FODECON	200,9				
BAS RSU	37,8				
RESSOURCES DE FINANCEMENT	7 362,0	2 432,82	4 942,39	203,15%	100,00%
SOLDE BUDGETAIRE POSITIF					0,00%
CESSION D'ACTIFS	0,0	0,00	0,20		0,00%
EMPRUNTS	7 155,0	2 432,82	6 719,10	276,19%	135,95%
Emprunts Intérieurs	862,0	-172,18	3 501,62	-2033,70%	70,85%
dt Banque commerciale	862,0	-172,18	3 501,62	-2033,70%	70,85%
Emprunts Extérieurs	6 293,0	2 605,00	3 217,48		65,10%
DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,0	0,00	0,00		0,00%
REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	207,0	0,00	-1 776,91	#DIV/0!	-35,95%
Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,0	0,00	0,00		0,00%
Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,0	0,00	0,00		0,00%
Remboursements de prêts par des entreprises	0,0	0,00	0,00		0,00%
Remboursements de prêts par des particuliers					0,00%
Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	207,0	0,00	-1 776,91	#DIV/0!	-35,95%
Autres remboursements de prêts	0,0	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
CHARGES DE FINANCEMENT	2 337,0	1 364,67	1 758,69	128,87%	100,00%
SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF					
REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 337,0	1 364,67	1 758,69	128,87%	100,00%
Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 492,0	984,00	1 179,46	119,86%	67,06%
dt Banque Centrale	287,0	0,00	0,00		0,00%
Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	845,0	380,67	579,23	152,16%	32,94%
RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR					0,00%
PRETS ACCORDES	0,0	0,00	0,00		0,00%
Prêts accordés à des Collectivités locales					0,00%
Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)					0,00%
Prêts accordés à des entreprises					0,00%
Prêts accordés à des particuliers					0,00%
Autres comptes à payer (Restes à payer)					0,00%
Autres prêts et avances accordés					0,00%
Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Principaux agrégats et soldes					
Solde de base	922,30	881,96	-2 340,29	-265,35%	-253,75%
Solde de base % PIB	0,6%	0,60%	-1,60%	-265,35%	0,00%
PIB	145 951,0	145 951,0	145 951,0	145 951,0	145 951,0
Taux de change USD	9 225,3	9 225,3	9 225,3	100,00%	10,002509
Pression Fiscale hors Dons	13,52%	9,20%	7,88%	85,72%	0,01%